

Le rassemblement des autonomes interdit

## STRASBOURG OCCUPÉ

- 250 personnes interpellées par la police
- Au même moment, une réunion néo-nazie se tient sans être inquiétée dans la ville



Une toute petite partie du dispositif policier mis en place à Strasbourg : à l'entrée de la ville des CRS hilares entourent un car affrété par les groupes autonomes

Strasbourg vit, depuis vendredi soir, en état de siège. Jeudi, en début de soirée, le préfet annonçait l'interdiction du rassemblement des autonomes à Strasbourg ; vendredi, en fin d'après-midi, le campus universitaire est fermé et les forces de l'ordre se mettent en place. Les facultés regorgent de gardes mobiles. Dans la nuit, l'ensemble de la ville est investi. Au matin, les habitants butent aux carrefours ou sur les places contre des cars gris et bleus.

Dans les rues, tous les cinquante mètres environ, stationnent des hommes par groupes de deux ou six. Et commencent les interpellations, les contrôles d'identité. Tout ce qui est jeune est systématiquement contrôlé ou embarqué vers les commissariats de la ville. Il n'est pas rare en une seule journée de se faire contrôler trois ou quatre fois. Le dispositif est gigantesque. Les « autonomes » qui organisaient un rassemblement à la faculté ne seront jamais plus de quelques centaines disséminés par petits groupes. Les forces de l'ordre rassemblent environ 4 000 hommes. Des renforts venus de loin avaient été logés dans des écoles évacuées pour la circonstance.

Le rassemblement prévu par la coordination internationale des autonomes est donc annulé. Les organisateurs l'annoncent lors d'une conférence de presse, samedi après-midi. Les interpellations et le quadrillage ne cessent pas pour autant. Nos correspondants ont annoncé toute la journée de dimanche divers incidents et l'on entendait au téléphone les sirènes des cars de police.

Samedi soir, deux militants diffusaient à l'entrée d'un cinéma un tract de la LCR contre ces atteintes aux libertés de réunion et contre le quadrillage policier. Des flics tentent de les interpellés. Il s'échappent. Les flics font évacuer le cinéma. Dimanche matin, une vingtaine de jeunes sont arrêtés et 200 jeunes Allemands refoulés toute la journée à la frontière. Il y a eu plus de 250 interpellations et gardes à vue ce week-end à Strasbourg.

« Nous sommes forts et très vigilants », disait hier un représentant des forces de l'ordre. Il ont ainsi interdit une réunion qui s'annonçait pacifique mais ont laissé se tenir une assemblée de néo-nazis, dans la même ville au même moment. Hier, en effet,

se tenait à Strasbourg une autre réunion internationale. Celle de deux organisations néo-nazies dont les dirigeants sont poursuivis par la justice française pour racisme et antisémitisme. Le « docteur » qui dirige le groupe nazi alsacien Elsa est poursuivi pour cinq chefs d'inculpation. Il réunissait son groupe avec le NNE, groupe nazi allemand, salle de la Mauresse, au centre de la ville de Strasbourg. Et il n'a toujours pas été inquiété par les 4 000 CRS et gardes mobiles qui passaient la ville au peigne fin. Pire, un militant de la Ligue des droits de l'homme qui protestait contre cette tolérance a immédiatement été embarqué par les flics. Pour qu'il se taise.

Ainsi va le « sens de l'ordre » du préfet alsacien, Louis Verger. Les nazis peuvent se réunir sans dommage tandis que tout ce qu'il y a de jeune et de chevelu dans la ville est ramassé et gardé à vue. « Le Nouvel Alsacien », un journal local, commentait dans son édition d'hier : « La tactique mise en place par le préfet dans la région n'était pas sans rappeler celle appliquée lors de la bataille d'Alger par les paras du général Massu. » Et il n'a pas tort.

Toutes les organisations ouvrières doivent en tirer une leçon. Le déploiement policier de ce week-end à Strasbourg, et qui doit se poursuivre encore quelques jours, est un exercice tout à fait légal. Il est inscrit dans les lois et la Constitution en vigueur. Il est normal. Il fait partie de ces dispositions que peaufinent depuis Mai 68 les Marcellin, Poniatowski et Bonnet. Hier, il s'agissait d'une réunion de quelques centaines de personnes. Demain, ce dispositif pourra être mis en place contre les luttes de masse de la classe ouvrière. La répétition d'hier prend une valeur d'entraînement. Plusieurs organisations ont protesté à Strasbourg, mais en ordre dispersé. A la mobilisation sans précédent des forces de Giscard-Bonnet, il faut répondre par une mobilisation locale et nationale de l'ensemble du mouvement ouvrier. De telles manœuvres ne peuvent être tolérées. Il faut interdire à Bonnet et à ses préfets le droit d'entraîner ses hommes contre les travailleurs. Quel que soit le prétexte qu'ils invoquent.

Jean-Yves Touvais

### Chirac aime l'ordre

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, Chirac a ressassé les thèmes de sa campagne électorale. L'ouverture aux socialistes que tentent les giscardiens ? Il n'y croit pas et traite l'opposition en bloc.

Le président de la République ? « Tout le monde ne peut pas être de Gaulle... » Et Giscard, s'il coupe sa petite majorité en deux avec un front anti-RPR, risque de n'être plus le président que du quart des Français, ce qui diminuerait son autorité...

Sans le moindre sourire, il présenta le RPR comme un parti jeune : dans ses meetings « tous les jours massivement des travailleurs viennent »... Il n'a pas précisé s'ils avaient ou non leur carte à la CFT, comme le « prolo » qu'il avait un jour exhibé à la télé.

Etes-vous pour un relèvement du SMIC, et de combien ? Il se refuse à donner le moindre chiffre, « pour éviter la démagogie ». Faut-il s'en étonner de la part d'un homme qui joua un rôle de premier plan contre la grève des PTT en 1974. Un homme qui, dit-on, se rendait aux négociations de Grenelle avec un revolver dans sa poche...

Interrogé sur la peine de mort, il déclara, citant Pompidou : « Bienheureux, celui qui peut répondre à une telle question en un instant. » Quant à la « sécurité des citoyens », il a expliqué qu'elle n'était pas suffisamment assurée dans ce pays. Après ce qui s'est passé ce week-end à Strasbourg, voilà qui fait rêver...

F. L.

### Sadate-Begin, c'est l'impasse !

- Après le retrait des négociateurs égyptiens de la commission politique qui se réunissait à Jérusalem, on se demande combien de temps les négociateurs israéliens encore en Egypte, au titre de la commission militaire, vont pouvoir y rester. Le discours qu'a prononcé Sadate devant le Parlement égyptien samedi met les choses au clair après deux mois de sourires, d'embrassades et de compliments : les positions de principe israéliennes et égyptiennes sont si radicalement divergentes qu'on peut se demander si ce n'est pas une prochaine guerre qui commencera à changer les données du problème.

Lire page 3

### Pour les libertés dans les pays de l'Est

- Plusieurs milliers de personnes ont participé ce week-end au colloque rassemblé à Bruxelles sur les pays de l'Est. Des débats marqués par l'émergence d'une opposition nouvelle dans plusieurs pays, une vaste confrontation d'idées, des discussions fructueuses, des chansons...

Lire pages 4 et 5

### Si on avait voté la semaine dernière...

- Selon un nouveau sondage réalisé par l'institut Louis-Harris, la gauche l'aurait emporté par 259 sièges au Parlement contre 232 à la majorité, si les Français avaient voté la semaine passée. Mais 21 % seulement des personnes interrogées pensent que PC-PS-MRG pourraient gouverner durablement, alors que 63 % penseraient le contraire. Les déclarations politiques de ce week-end sont dominées par une perspective d'instabilité : Yvan Carpentier appelle les cadres « à préparer la guerre pour avoir la paix » et Robert Fabre, dans un accès de franchise, annonce qu'un gouvernement de gauche « attendra beaucoup d'efforts des Français ».

Lire page 7

### 25 000 personnes à Marseille avec Georges Marchais

- C'est un succès pour les cinq fédérations du Sud-Est du PCF. Il est vrai que ce rassemblement régional avait été préparé pendant des semaines de façon intensive par les militants.

Lire page 7

### Contre les déclarations anti-immigrés le succès d'un festival

- La troisième édition du Festival des travailleurs immigrés a officiellement pris fin ce week-end avec de multiples manifestations culturelles dans une trentaine de villes françaises. Un bilan sera tiré par les organisations autonomes dans les jours qui viennent. Mais, d'ores et déjà, tous les échos confirment le succès d'un festival particulièrement important à l'heure où se multiplient les déclarations officielles anti-immigrés.

Lire page 8

**Aimé Pastre**

« Aimé Pastre a démissionné de la commission exécutive de l'UGFF sur la question de la liberté d'expression au sein de la CGT ; et le rédacteur de Rouge qui donne l'information éprouve aussitôt le besoin de nous expliquer que Pastre et son syndicat des gardiens de prison, c'est une « opposition de droite », exprimant les intérêts d'une corporation qui est pour le maintien de la peine de mort, que Pastre est du Mouvement des radicaux de gauche et que, s'il a des points de convergence avec Germon et Carassus, de toute façon, dans la CGT, personne n'a rien à foutre de l'opinion des gardiens de prison.

« Est-ce là une façon correcte de parler d'un problème que chacun s'accorde à juger important et à propos duquel on n'avancera pas d'un poil par de tels rapprochements. Pourquoi n'avoir pas rappelé aussi qu'en 1956, Pastre a eu le rare mérite de s'élever contre l'intervention soviétique en Hongrie et d'aller défendre le siège du PCF que les fascistes attaquaient sous le prétexte de cette intervention ? Sans doute Michel Thomas ne connaissait-il pas ces détails...

« La démocratie dans la CGT, telle qu'elle est comprise et appliquée par ce qu'on peut caractériser comme le courant PCF, suscite aujourd'hui quelques remous. Bien de plus que de faire 3 000 signes sur Aimé Pastre, il eût été important de donner une information sérieuse, complète et non pas simplement journalistique, sur ces remous.

« Cela eût impliqué notamment de faire état du n° 1028 du « Peuple » (1<sup>er</sup> au 15 janvier 1978) rendant compte du dernier comité confédéral national. Près de deux pages y sont consacrées aux points de vue minoritaires exprimés par Germon et Carassus, contre lesquels se sont ensuite prononcés pratiquement tous les intervenants. On y indique aussi que deux amendements ont été présentés par Germon — et repoussés : un sur les filiales des groupes à nationaliser et l'autre sur « l'ouverture de tribunes de discussion dans la presse confédérale et les diverses instances ».

« Alors que nombre de lecteurs de « Rouge » sont des militants souvent très actifs de la CGT, ce journal n'aurait-il rien à dire sur une discussion qui a semblé assez importante aux instances

confédérales pour qu'elles décident d'en rendre compte en un numéro spécial de 56 pages (au lieu des 32 habituelles) ?

« Pourtant il ne serait sûrement pas indifférent pour les travailleurs — et en premier lieu pour les militants de la CGT — de savoir que la LCR se soucie de la démocratie syndicale comme des nationalisations et d'apprendre en quoi, sur ces questions et bien d'autres, elle se différencie des opinions et pratiques des courants qui apparaissent actuellement au sein des instances confédérales. »

R.A.

Rouge a traité, en deux articles importants, du dernier CCN de la CGT, après que tu aies rédigé cette lettre. Sans doute aurions nous dû les annoncer à l'avance. En général nous planifions les articles de ce type qui ne sont pas rédigés au jour le jour.

L'article sur Aimé Pastre fait partie des nouvelles qu'il faut traiter quand elles tombent sur les téléx, avec les moyens du bord. Si, comme tu en fais état, Pastre a défendu le siège du PCF tout en dénonçant l'invasion soviétique en Hongrie, c'est tout à son honneur de militant. J'ignorais qu'il ait eu cette attitude. Mais cela n'enlève rien au fait qu'il est, avec son syndicat, partisan de la peine de mort et de l'accentuation des mesures répressives dans les prisons. Il s'est opposé à Séguin sur ce point au dernier congrès de la CGT. Quant à l'attitude de ce syndicaliste vis-à-vis du Comité d'action des prisonniers, n'en parlons pas.

Ces prises de position publiques et connues ne sont pas indifférentes pour apprécier la portée des protestations de Pastre contre l'absence de démocratie dans la CGT. Certes la lutte pour la démocratie dans les organisations ouvrières ne se partage pas. Mais il est difficile d'imaginer que Pastre ait quelque autorité pour la faire avancer.

Michel Thomas

**Révolution politique au Vietnam et au Cambodge**

« Cette petite lettre pour vous faire part de mon indignation face aux articles de « Rouge » sur le conflit khméro-vietnamien.

« Je ne veux pas m'étendre mais : en ce qui concerne l'« internationalisme » qui serait, selon Rousset, menacé d'une « mise à mort » par les deux bureaucraties et pour la

génération des années 1960. C'est en effet la « mise à mort » d'une certaine conception de l'« internationalisme », celle de la Ligue en particulier, une conception opportuniste de l'internationalisme qui confond soutien inconditionnel à la lutte d'un peuple contre l'impérialisme avec soutien inconditionnel à sa direction nationaliste.

« Dans le conflit actuel, l'internationalisme ne consiste pas à s'adresser aux deux bureaucraties nationales pour qu'elles concluent la paix au nom de leurs déclarations internationalistes passées (ce n'était que des déclarations). La position de « Rouge » ne diffère en rien de la position albanaise qui essaie de ménager la chèvre et le chou entre les deux bureaucraties et plus haut entre l'URSS et la Chine. L'internationalisme, dans ce cas précis, c'est de s'adresser aux deux peuples qu'on a jetés l'un contre l'autre et de leur dire que la seule solution contre cette guerre, c'est pour chaque peuple d'entamer la lutte contre sa propre bureaucratie, d'entamer la lutte pour la démocratie socialiste, donc d'entamer la lutte pour la révolution politique dans chacun de ces Etats.

« Dans la série des trois articles de Rousset, seules trois petites lignes font une référence vague et générale à la nécessaire démocratie socialiste qui est à conquérir.

« Voilà où même une analyse opportuniste des deux révolutions qui plaque par exemple sur le PCV l'étiquette de « centisme national » pour justifier un soutien critique (au nom de la dynamique interne d'un tel centrisme). Imaginez la spirale opportuniste qui s'enclencherait si nous venions à qualifier les trois euro-communistes de « centismes nationaux » !

« A mon avis, la critique ferme et intransigeante des bureaucraties nationalistes va de pair avec l'analyse de ces Etats comme Etats ouvriers déformés. Et en cela je ne suis pas d'accord avec LO qui déduit un peu trop formellement la nature bourgeoise de ces Etats, plus par négation formelle de l'opportunisme de l'ensemble de l'extrême gauche à ce sujet que par une analyse concrète et donc dialecticienne du processus révolutionnaire réel. D'où des contradictions dans l'ensemble de leurs positions théoriques. »

Salutations communistes  
Morland

**OBJECTIF  
15 000  
LECTEURS !**

Désormais, tous les jours en page 2, une nouvelle rubrique s'ouvre dans « Rouge » : « Objectif 15 000 ». Elle donnera à la campagne de diffusion les moyens de s'organiser.

Nous y publierons le courrier la concernant, nous y mènerons les discussions sur le développement de « Rouge », nous y publierons des chiffres de ventes (tous les jours sur Paris-surface et toutes

les semaines des récapitulatifs), les rentrées d'abonnements, le soutien financier.

Nous y publierons des reportages sur les villes où « Rouge » est diffusé. Nous y centraliserons les activités de diffusion. Pour tenir cette rubrique la participation active de tous les diffuseurs est nécessaire. Vos lettres, vos coups de téléphone (poste 260) sont attendus, impatiemment.

des élections la rubrique de diffusion sera consacrée à la préparation de la fête.

**3<sup>e</sup> étape : « Rouge » en vacances**

L'été risque toujours d'être un moment difficile pour un journal fragile. Certes, en 1977, l'importance de l'actualité politique (Malville) a soutenu la diffusion de « Rouge », nos chiffres de vente ont été voisins de qu'ils étaient en avril 1977. Mais, on ne peut pas spéculer sur une actualité aussi chargée pour l'été 1978. De surcroît, il est possible d'organiser autour des vacances une autre diffusion du journal, comme nous devrions pouvoir lui donner un autre contenu. Nous n'y sommes pas réellement parvenus en 1976 et en 1977, surmonter cela reste un objectif pour 1978.

**4<sup>e</sup> étape : une souscription de fin d'année**

Il est illusoire de croire qu'un journal militant pourra vivre sans avoir besoin d'un soutien de ses lecteurs, beaucoup plus grand que celui des autres journaux. Nous ne savons pas ce que sera la campagne de diffusion, nous ne savons pas qu'elle sera l'ampleur des résultats. Mais, même en étant optimistes, nous devons nous attendre à devoir une nouvelle fois solliciter l'appui financier de nos lecteurs. Une souscription clôturera donc l'année, pendant les mois de novembre et de décembre. Son montant et ses modalités seront fixés selon les résultats obtenus d'ici là et en fonction des projets d'amélioration du journal.

**1<sup>re</sup> étape : les élections, « Rouge » sur 16 pages**

La période électorale est fort favorable à un regain d'activité politique et militante. Nous avons décidé de paraître sur 16 pages pendant la campagne électorale, du 1<sup>er</sup> février au 31 mars. Cela nous permettra de donner plus d'informations, d'aérer le journal, de mieux équilibrer la formule. La présence de « Rouge » dans toutes les initiatives, aux meetings des organisations ouvrières, sur les quartiers populaires, à la porte des entreprises, dans les écoles, etc. est faite nécessaire, elle est beaucoup plus facile qu'auparavant. Un matériel est en cours de fabrication, une affiche va être imprimée incessamment, des autocollants, affichettes, posters, etc sont en préparation.

**2<sup>e</sup> étape : la fête de « Rouge »**

Après les élections une nouvelle perspective sera donnée au journal et à ses lecteurs : organiser la deuxième fête de « Rouge », au printemps. Nous avons la possibilité, cette année, de tenir un rassemblement encore plus important qu'en 1975, une fête encore plus vaste.

Dès maintenant une équipe de préparation se constitue et nous présenterons bientôt un plan général de la fête. Le lendemain

**URGENT**

Pour la durée de la campagne électorale (février et mars) la rédaction a besoin de camarades, si possible correspondants ou anciens correspondants, qui pourraient se libérer pendant ces deux mois et venir travailler à Montreuil (contacter la direction du journal).

**Chiffres de ventes**

Nous publierons les chiffres de ventes sur « Paris-surface » (1 900 points de vente sur Paris, sauf les métros et les gares, et la proche banlieue) et une estimation des ventes nationales.

Ventes sur Paris-surface du 9 au 14 janvier :

|  |       |
|--|-------|
| Lundi :  | 3 357 |
| (16 pages, conférence du PC, convention du PS, austérité en Espagne) |       |
| Mardi :  | 2 893 |
| Mercredi :   | 2 920 |
| (meeting à la Mutualité, LCR-OCT-CCA)                                |       |
| Judi :   | 2 523 |
| Vendredi :   | 2 716 |
| Samedi :   | 2 145 |

Moyenne de la semaine : 2 759  
(Estimation ventes nationales : 9 657)

Abonnez-vous dès aujourd'hui

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

VILLE .....

CODE POSTAL .....

Tarif

|               |        |       |
|---------------|--------|-------|
| 3 mois        | 6 mois | 1 an  |
| 110 F         | 200 F  | 400 F |
| Collectivités | 140 F  | 275 F |
| Etranger      | 180 F  | 325 F |
|               | 625 F  |       |

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
Tél : 808.00.80 à 84.  
Télex : PRENO A 211.628 F.  
Edité par la SPN (Société de presse nouvelle).  
Directeur de la publication : Alain Bobbio.  
Numéro de la commission paritaire : 46.722.  
Imprimé par Rotographie à Montreuil ;  
Riccobono (pour le Sud-Est) ;  
Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

**PAS DE PANIQUE...**



La route est longue, mais qu'est-ce que c'est bon.

Après le discours de Sadate devant le parlement égyptien

# EN ATTENDANT L'AMI AMERICAIN

● L'installation de colons juifs se poursuit dans les territoires occupés

On attendait avec beaucoup d'impatience le discours que le président Sadate devait faire samedi devant le Parlement égyptien. Que ce soit à Tel Aviv ou au Caire, nombreux étaient ceux qui se préparaient à un nouveau coup d'éclat de la part du président égyptien. Allait-il rompre les pourparlers de paix ou, au contraire, faire de nouvelles propositions à ses partenaires ? Mais cette fois-ci, le rais a surpris par la banalité de ses propos et le ton relativement modéré de son discours, dont on pourra relever sept points centraux.

De notre correspondant à Jérusalem.

1) L'offensive de paix se poursuivra à condition qu'Israël revienne sur ses positions extrémistes.

2) C'est Israël qui est responsable de l'interruption des pourparlers politiques de Jérusalem, par ses tentatives de faire traîner les négociations et son rejet des positions de principe égyptiennes en ce qui concerne les colonies juives dans le Sinai et le retrait de l'ensemble des territoires occupés y compris le Golan, la Cisjordanie et la bande de Gaza.

3) L'Egypte n'acceptera pas la présence d'une quelconque colonie israélienne sur son territoire, même si pour cela elle doit faire la guerre à Israël jusqu'à la fin des temps.

4) Un Etat palestinien doit être mis sur pied en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, même si pendant les cinq premières années ces territoires seront sous tutelle de l'ONU qui organisera à la fin de son mandat un référendum au sein de la population.

5) Sadate a proposé diverses garanties concrètes en ce qui concerne les exigences de sécurité d'Israël, à la frontière du Sinai : démilitarisation de certaines zones, présence de l'ONU à certains endroits stratégiques, commission libérale égypto-israélienne de contrôle, etc.

6) Sadate s'est finalement adressé aux USA pour que ceux-ci fournissent à l'Egypte le même armement que ceux-ci donnent à Israël, en quantité et en qualité.

7) Sadate a renouvelé ses violentes attaques contre l'Union soviétique et accuse les formations du Front du refus d'être manipulées par cette dernière.

Dans son discours Sadate a clairement affirmé qu'il n'était pas intéressé à fermer la porte devant la poursuite des négociations mais il a fait monter les enchères : selon le président égyptien, les grandes li-

gnes de ses propositions ne sont pas négociables. Ce qui l'est, c'est le mode d'application et le rythme du retrait israélien et de la constitution de l'Etat palestinien.

## Pas de paix séparée

Pour ceux qui espéraient arriver à une paix séparée avec l'Egypte, le discours du président Sadate et l'insistance avec laquelle il a parlé du Golan et des droits des Palestiniens confirme que celui-ci n'envisage pas une telle éventualité. Quant à une paix globale, elle semble, vu le large fossé qui existe entre les conceptions israéliennes et égyptiennes, plus improbable que jamais. On comprend donc difficilement comment Israël peut accepter de renouveler les pourparlers politiques, ou même militaires, vu que Sadate a expressément exigé que ces négociations se déroulent sur la base de l'acceptation des principes généraux qu'il a développés dans son discours.

C'est maintenant au secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance que revient la tâche de tenter de concilier l'inconciliable et de trouver de nouvelles formules qui soient capables de faire croire aux deux parties que leurs intérêts réciproques sont plus modérés qu'ils n'en donnent l'impression et qu'en aucun cas ils ne sont confrontés à un ultimatum.

Il semblerait en tout cas qu'il ait déjà obtenu du gouvernement israélien que celui-ci ne s'oppose pas à une reprise des négociations militaires au Caire. Mais même s'il n'est pas invraisemblable que ces pourparlers reprennent et que les diplomates américains parviennent à élaborer une déclaration de principe suffisamment floue pour contenter à la fois Sadate et les Israéliens, on voit mal comment cette déclaration d'intention pourrait être traduite dans les faits, étant par définition



Sadate : un ton assuré pour cacher l'impasse totale de son « initiative historique pour la paix »

fondé sur des formules visant à cacher deux conceptions contradictoires.

## L'expansionnisme sioniste à l'œuvre

Il semble donc établi que les espoirs qu'avait suscités Sadate en ce qui concerne un rapide retrait israélien des territoires occupés en

juin 1967 étaient du domaine de l'utopie et que c'est l'expansionnisme sioniste qui continue à déterminer les rythmes et les évolutions politiques au Moyen-Orient. Un petit incident typique vient d'ailleurs le confirmer : le Bloc de la foi avait prévu, il y a quelques semaines, d'organiser pour aujourd'hui un grand rassemblement dans la colonie de Shilo, près de Naplouse, afin de poser la première pierre de la

première ville juive de Samarie. Il y a une semaine, le gouvernement militaire avait interdit ce rassemblement. Les colons du Bloc de la foi avaient alors annoncé qu'ils tiendraient leur rassemblement malgré l'interdiction des forces d'occupation. Hier matin, le ministère de la Défense annonçait qu'il retirait son interdiction et que le rassemblement pourrait se tenir normalement...

Michel Warchawsky

## 4 000 femmes manifestent à Milan pour la liberté de l'avortement

La relance des mobilisations des femmes de la péninsule pour la liberté de l'avortement a commencé samedi à Milan par une manifestation de plus de 4 000 femmes.

Les groupes femmes se sont réunis dans les différentes régions afin de discuter d'initiatives à prendre dans les semaines à venir. En effet, le référendum sur l'avortement devrait être soumis au vote entre le 15 avril et le 15 juin prochain si les partis n'arrivent pas à un accord modifiant la loi actuellement qui condamne l'avortement. De toute façon donc, le débat sur l'avortement va revenir au centre des discussions politiques. Mais il existe un risque très fort que les partis laïcs fassent les concessions les plus graves pour arriver à un compromis avec la Démocratie chrétienne (DC) sur cette question. Ceci d'autant plus que la droite intégriste a pris l'initiative sur ce terrain avec le Mouvement pour la vie qui a rassemblé 700 000 signatures sur un projet de loi interdisant toute forme d'avortement. Et depuis plus d'un an, le mouvement des femmes a été totalement absent de cette bataille. C'est après avoir pris conscience de ce retard qu'a été décidé un rassemblement

national des collectifs femmes à Rome le week-end prochain afin d'envisager une série d'initiatives centrales.

La manifestation de Milan avait été décidée par une coordination des groupes femmes de la capitale lombarde. Des divisions sont cependant apparues sur les axes de la bataille à mener : certains collectifs proposent en effet de refuser tout type de loi sur l'avortement. Une question qui

sera à n'en pas douter au centre du rassemblement de la semaine prochaine. Question présente également au congrès de l'UDI qui a eu lieu ce week-end à Rome. L'Union des femmes italiennes, proche du PCI, s'était justement opposée en 1976 au PCI sur la question de l'avortement. Nous en rendrons compte demain.

A.L.

## ● 10 000 étudiants à Rome

Un meeting a rassemblé plus de 10 000 étudiants Piazza del Popolo dans le centre de Rome samedi après-midi.

Les étudiants entendaient protester contre la proposition de mise en résidence surveillée de plusieurs militants d'Autonomie ouvrière soupçonnés d'« activisme subversif ». Il s'agit d'une dizaine de militants de « Via dei Volsci » siège d'un des groupes autonomes de la capitale fermé par la police en novembre dernier. Le procès de ces militants doit avoir lieu la semaine prochaine.

## ● Heurts à Bologne

De nouveaux heurts ont eu lieu samedi dans le quartier universitaire de Bologne. Plusieurs centaines d'étudiants ont parcouru les rues pour exiger que soit fixée la date du procès des militants arrêtés pour les événements de mars dernier et emprisonnés depuis. L'instruction de leur affaire a été close par le juge Catalonotti la semaine dernière, mais celui-ci n'a pas annoncé quand aurait lieu le procès. Au cours de la manifestation de samedi, les manifestants s'en sont pris à coups de pierres à un journaliste de « l'Unità » et à un assesseur communiste de la commune de Bologne.

## RFA: 16 000 DOCKERS EN GREVE DEMAIN?

La semaine dernière, la grève a paralysé la presse de RFA, mercredi, jeudi et vendredi. Essentiellement la presse régionale et une partie de la presse nationale. Mercredi, aucun journal n'a paru à Munich. Vendredi, c'est à Francfort et Stuttgart que la presse n'a pas paru. Et, ô joie, 3,5 millions d'exemplaires du « Bild », la feuille de Springer, diffusée à 5 millions d'exemplaires qui n'ont pas été imprimés.

Il s'agit de grèves ponctuelles organisées par le syndicat Druck und Papier pour protester contre les plans de restructuration de la presse en fonction de l'introduction de nouveaux procédés techniques liés à l'électronique. Les travailleurs de la presse en Allemagne s'inquiètent des plans de réorganisation du patronat et des charettes de licenciements prévues.

Au moment où nous écrivons, il semblerait que le patronat ait, pour l'essentiel, cédé sur les principales revendications. Par ailleurs, les dockers allemands ont menacé de se mettre en grève si le patronat de cédaient pas à leurs revendications. Ils ont lancé un ultimatum qui expire aujourd'hui à 17 h. Ils demandent

une augmentation salariale de 9 % et le patronat ne veut pas aller au delà de 4 %. S'il ne cède pas, 16 000 dockers seront en grève demain.

L'OTV, syndicat de services publics et transports s'est adressé à l'organisation internationale des dockers pour que les bateaux éventuellement détournés sur des ports étrangers ne soient pas déchargés.

## ● Communistes oppositionnels en RDA

Un groupe de 10 opposants est-allemands, tous membres du SED (PC de RDA) et dont cinq seraient des ingénieurs, a fait parvenir à Berlin-Ouest une lettre reprochant aux dirigeants de la RFA de « trahir le peuple allemand », en se contentant de « racheter » à la RDA les personnes incarcérées pour s'être réclamé des droits de l'homme ou avoir voulu passer à l'Ouest.

C'est le journal « Morgenpost », publié dimanche à Berlin, qui publie cette lettre. Il s'agit d'une publication de la chaîne Springer.

# «IL N'Y A PAS DE SOCIALISME SANS LES

Ce week-end s'est tenu, à Bruxelles, une conférence sur les pays de l'Est. Organisée dans le cadre de l'Université libre, par le Comité du 1<sup>er</sup> Mai pour les libertés démocratiques et les droits des travailleurs dans les pays de l'Est, le Cercle du libre examen de l'Université, elle a remporté un franc succès. Plusieurs milliers de personnes, près de 2000 lors des débats les plus importants y ont participé.

De nombreuses délégations étrangères y étaient présentes. Vendredi soir, s'est tenu un meeting universitaire sur le Printemps de Prague dont nous rendons compte ci-dessous. Samedi matin, un débat sur la nature des pays de l'Est, les

problèmes politiques et économiques saillants dans ces pays, a rassemblé Jean-Marie Chauvier, ancien correspondant à Moscou du journal du Parti communiste belge, Jean-Marie Vincent, Jiri Pelikan, Guy Desolre. Faute de place, nous ne pouvons malheureusement en rendre compte.

Le samedi après-midi fut occupé par la confrontation de nombreuses personnalités de la dissidence des pays de l'Est : Biermann (RDA), Pomian (Pologne), Mlynar (Tchécoslovaquie), Marinov (Bulgarie), Bielotserkovski (URSS). Nous rendons compte ci-dessous des interventions les plus marquantes de ce débat. Samedi soir, enfin, une soirée cultu-

relle rassembla artistes tchèques en exil (plusieurs sont signataires de la Charte 77) et Wolf Biermann qui chanta plusieurs nouvelles chansons qui expriment sa volonté de se « mêler » de la situation ouest-allemande, puisqu'aussi bien, il est contraint de vivre en RFA.

Il faut insister sur le caractère exemplaire et riche d'enseignements de ce rassemblement : les dissidents s'y expriment en toute liberté, les points de divergences et de convergences se dégageant au fil des débats. Le public put participer largement aux discussions. Cette réunion se tint sous le signe de quelques initiatives qui attestent des développements prometteurs de l'oppo-

sition dans les pays de l'Est : l'activité de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, celle du Comité de défense des ouvriers polonais, l'affaire du Manifeste de l'opposition est-allemande publié par le « Spiegel ». Rarement autant de personnalités de l'opposition dans ces pays avaient pu être réunies et débattre.

Cette réunion est une promesse pour l'avenir. Comme le soulignaient les organisateurs à l'issue de ces deux journées : « Faisons de l'année 1978 l'année de solidarité internationale contre la répression sous toutes ses formes dans les pays de l'Est. Il n'y a pas de socialisme sans libertés les plus larges. »

Alain Brossat

Vendredi soir, le meeting anniversaire sur le printemps de Prague a réuni plusieurs milliers de personnes. Jiri Pelikan, Zdenek Mlynar et Jan Kavin y ont pris la parole.

Mlynar a surtout insisté sur le cadre historique dans lequel avait émergé le Printemps de Prague, les illusions qui pouvaient exister alors quant à l'attitude de l'URSS. Mais ce fut pour souligner aussi qu'un nouveau « printemps 68 » était possible dans la mesure où le Parti communiste tchèque était incapable de se réformer.

C'est dans ce contexte, naturellement, que le soutien de la gauche démocratique occidentale à la Charte 77 prend son importance.

Pelikan est revenu aussi sur la question de l'URSS. Si des conditions semblables à celles d'août 1968 venaient à se présenter, l'opposition devrait s'appuyer sur la détermination des travailleurs, appeler le peuple à réagir violemment à une invasion soviétique. A la conception de la « détente » comme maintien du statu quo par tous les moyens, il a opposé un engagement pour la détente qui permette à tous ceux qui luttent dans les pays de l'Est de bénéficier du soutien des démocrates. Et c'est en ce

sens qu'il a insisté lui aussi sur la nécessité que tous les comités qui soutiennent les luttes des dissidents et de l'opposition dans les pays de l'Est s'épaulent et se coordonnent.

Kavin a présenté les activités concrètes de l'opposition tchécoslovaque, notamment à travers ses publications, « Listy » et « Informat materialy ». Il a insisté sur la nécessité d'exiger en tout premier lieu la libération de tous les opposants emprisonnés.

## Les détourneurs de béton

Le débat le plus attendu était naturellement celui qui samedi après-midi, rassembla différents représentants de la dissidence : Mlynar, porte-parole à l'étranger de la Charte 77, Bielotserkovski, ingénieur soviétique en exil, Pomian, opposant polonais qui vit en France, Marinov, physiciens bulgar, Wolf Biermann.

Pour Mlynar, la pouvoir politique en place en Tchécoslovaquie et dans les pays de l'Est n'a rien de commun avec le socialisme. Il s'agit d'une « dictature installée par coercition ». Le système en place, remarque-t-il, supprime toute possibilité d'expression d'idées non marxistes ; mais précisément, la théorie marxiste ne peut se développer si l'on supprime l'expression d'opinions ne provenant pas des rangs marxistes. La lutte pour le droit à l'expression pluraliste des idées est donc fondamentale, même s'il peut sembler que le fait de privilégier ce thème représente « une régression de décennies ou de siècles » dans l'histoire ; c'est que, dans les conditions de domination monopoliste du Parti, dans les pays de l'Est, cela correspond à ce qui existait, il y a une centaine d'années, dans d'autres pays.

Sans doute, dit Mlynar, la gauche occidentale sous-estime-t-elle cette question. Il termine en insistant sur le fait que la Charte 77 était née de la conviction commune à des



Christophe Pomian

marxistes et des non-marxistes que, sans liberté politique, il n'est pas possible que se développent des relations sociales de manière « humaniste/humanitaire » normale.

Pomian, après avoir remarqué que le mot « grève » n'existe pas en « polonais officiel », évoque ce qu'il appelle le « colonialisme soviétique » et souligne l'anarchie de la production liée au système bureaucratique : n'a-t-on pas vu, en Pologne, la bureaucratie sortir de son chapeau le projet grandiose de construction d'un immense complexe industriel à Katowice, non prévu au plan, et la police, lancée sur les routes pour intercepter les camions transportant le béton destiné à d'autres constructions, de façon à achever la construction du complexe ? Puis il évoque le KOR, Comité de défense des ouvriers qui, maintenant, s'appelle Comité de défense sociale. L'existence de ce comité, dit-il, est une expérience sans précédent en Pologne, et sans doute dans tous les pays de l'Est. Le KOR a atteint sa pleine activité à l'automne 1977 après que le gouvernement ait été obligé d'amnistier les ouvriers condamnés à de lourdes peines au lendemain des grèves de Radom et d'Ursus.

Le KOR développe ses activités selon trois directions : il diffuse du matériel d'explication, à visage ouvert, par des moyens de fortune, ronéos fabriquées à la main etc. Tous les articles sont signés. Le débat est ouvert, public : ainsi, il y a une revue littéraire et une « contre-revue littéraire » parce que les

protagonistes de l'une et de l'autre ne sont pas d'accord entre eux. En suite, le KOR a été à l'origine d'une « université volante » qui dispense un enseignement dans des appartements privés, sur des sujets tabous dans l'enseignement officiel : ainsi, Mychnik fait un cours sur l'histoire politique des 30 dernières années, un autre sur l'histoire économique. Il s'agit de rompre le silence sur l'histoire réelle de notre pays. Il s'agit enfin de rechercher le contact avec les milieux ouvriers, notamment par le biais du bulletin « Robotnik » (l'ou-

vrier). C'est pour nous une question de principe et la leçon des événements de 1976, dit Pomian.

Bref, il s'agit de créer des lieux, des espaces de liberté, de réapprendre à être libre, de chasser le flic qu'on porte en soi, de ne pas avoir peur d'utiliser les mots que l'on pense, etc.

Le pouvoir perd ainsi progressivement l'initiative. Il sait qu'une répression massive peut déboucher sur des événements imprévisibles. Il a peur de la force de la classe ouvrière, peur de l'Eglise

polonaise, il sait que ce mouvement contestataire est assez fort pour que l'opposition ne soit pas détruite par l'arrestation de quelques contestataires...

## Résolution adoptée au meeting sur la Tchécoslovaquie

Nous considérons le départ de l'armée soviétique comme une condition essentielle pour l'avènement d'une Tchécoslovaquie libre démocratique et socialiste. Nous exigeons la libération des prisonniers politiques — Leder Machacek, Lastuva et des centaines d'autres condamnés par le régime pragois et souvent pour s'être simplement exprimés.

L'initiative de la Charte 77 est importante, non seulement comme une protestation contre le régime totalitaire mais aussi comme une base pour une vie intensive permettant l'échange des idées et la discussion entre les opposants vivant en Tchécoslovaquie.

Dans ce contexte, nous protestons contre la surveillance exercée depuis plusieurs mois de Petr Uhl, Frantisek Kriegel, et contre toute forme de discrimination des défenseurs tchécoslovaques des droits de l'homme.

Les participants au meeting du X<sup>e</sup> anniversaire du Printemps de Prague organisé par le comité de solidarité de Bruxelles (Comité du 1<sup>er</sup> mai).

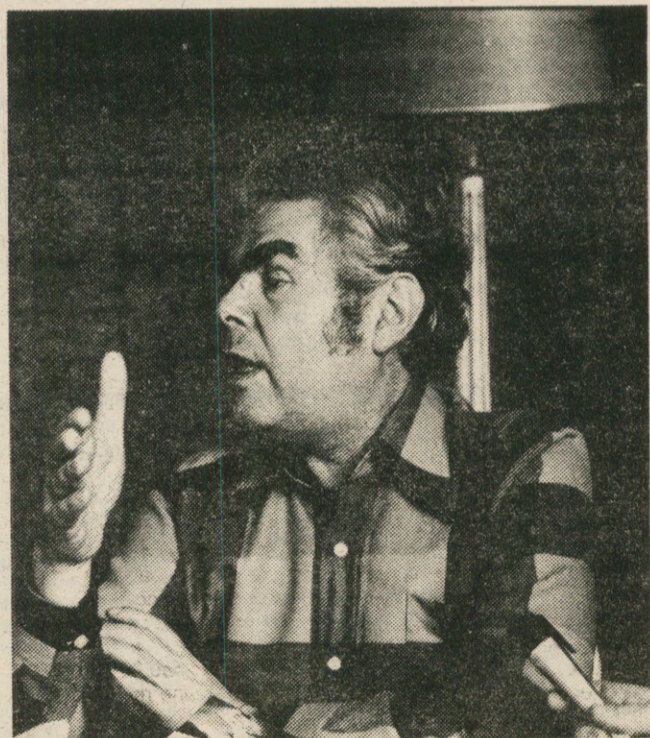


Zdenek Mlynar

## «POUR LE DROIT DE GREVE DANS LES PAYS SOCIALISTES»

Le débat sur la gauche belge et la dissidence dans les pays de l'Est réunit Ernest Glinne, député du PS belge, Jean Dubosch, dirigeant du PC belge, Ernest Mandel, dirigeant de la Ligue révolutionnaire des travailleurs et François Martou, président du Mouvement ouvrier catholique de Bruxelles.

C'est avec intérêt que nous avons entendu, dans ce débat, le dirigeant du PCB déclarer que « la dissidence fait partie de la réalité des pays socialistes », que « ce n'est pas en taisant ses désaccords que l'on arrange quoi que ce soit », et surtout qu'il était, quant à lui, « pour le droit de grève des ouvriers polonais et dans tous les pays socialistes ». Ce qui nous permet d'escompter, concrètement, que ce parti, à l'occasion de prochaines grèves en Pologne, en RDA ou quelque autre pays de l'Est, prendra clairement position en faveur des ouvriers qui luttent pour leurs salaires ou l'amélioration de leurs conditions de travail, et contre ceux qui les oppriment et les répriment.



Jiri Pelikan

réunie ce week-end à Bruxelles

# LIBERTES LES PLUS LARGES»

**Wolf Biermann**  
**«ON NE COMBAT PAS  
LES PUNAISES COMME  
LES TSARS»**

Dans une lettre que publie cette semaine l'hebdomadaire ouest-allemand « Die Zeit » et qu'il a lue au forum, Wolf Biermann prend position sur le Manifeste attribué à des opposants du SED de RDA et qui a soulevé tant de vagues en RDA et RFA.

Etonnante prise de position : pour Biermann, la question de l'authenticité de ce texte importe bien moins que ce qu'il révèle, de toute façon, de la situation en RDA. Ce manifeste, dit-il, a été plus fructueux que tous les livres de Havemann, tous ses propres poèmes et chansons, que le livre de Bahro, même. Il correspond, dans les descriptions qu'il fait de la vie sociale et des mœurs bureaucratiques en RDA, à sa propre expérience.

Mais Biermann n'en accepte pas pour autant toutes les analyses et conclusions : on lira ci-dessous quelques extraits significatifs de son article destiné à « Die Zeit ».

« On ne discutait plus que d'une chose : est-ce un faux, oui ou non ? (...).

« Une fois de plus, je ne résiste pas à l'envie de faire une satire : ce sont les Chinois qui ont rédigé ce papier et l'ont transmis à leur ami Strauss, le bouillant politicien au chapeau tyrolien ; celui-ci l'a transmis à Pinochet lors de son pèlerinage auprès du dictateur assassin du Chili qui l'a aussitôt remis à ses maîtres de la CIA. Naturellement, la CIA l'a fait passer aux services secrets de RFA qui l'ont donné à la Stasi (police politique de RDA) et la Stasi vous l'a fourré dans les pattes pour que vous le vendiez au « Spiegel » pour mettre des bâtons dans les roues de l'Ostpolitik du SPD. Honecker devra ainsi faire encore plus fortifier ses frontières et comme, entre-temps, le gouvernement sera passé à la CDU et prendra des mesures de rétorsion, Honecker ne pourra plus jouir des avantages intérieurs de la CEE pour le commerce intérieur allemand. Perdant ses avantages, Honecker ne pourra plus non plus les faire valoir auprès de son grand frère, de sorte que les Chinois, par ce petit détour, auront enfin coupé la vanne occidentale de leur principal ennemi fasciste. (...)

« Je ne peux pas m'imaginer, comme vous le revendiquez, des élections libres et secrètes dans toute l'Allemagne pour une Assemblée nationale, l'adaptation juridique progressive dans tous les domaines sociaux. Car même si les bonzes de la RDA étaient expropriés et privés de leurs pouvoirs, précondition pour faire un pas dans ce sens, il reste toujours et encore en Allemagne de l'Ouest la grande et la petite-bourgeoisie avec leurs positions de pouvoir bien établies. Et il y aurait aussi et encore cette monstrueuse faiblesse du mouvement ouvrier. Comment pourrait-il y avoir dans de telles conditions des élections libres ?

Revenons à la RDA. Sa population, qui a subi pendant des décennies les lourds préjudices de nos bonzes se prononcera-t-elle en toute liberté pour la liberté à laquelle nous pensons ou une fois encore pour la petite liberté des exploités ?

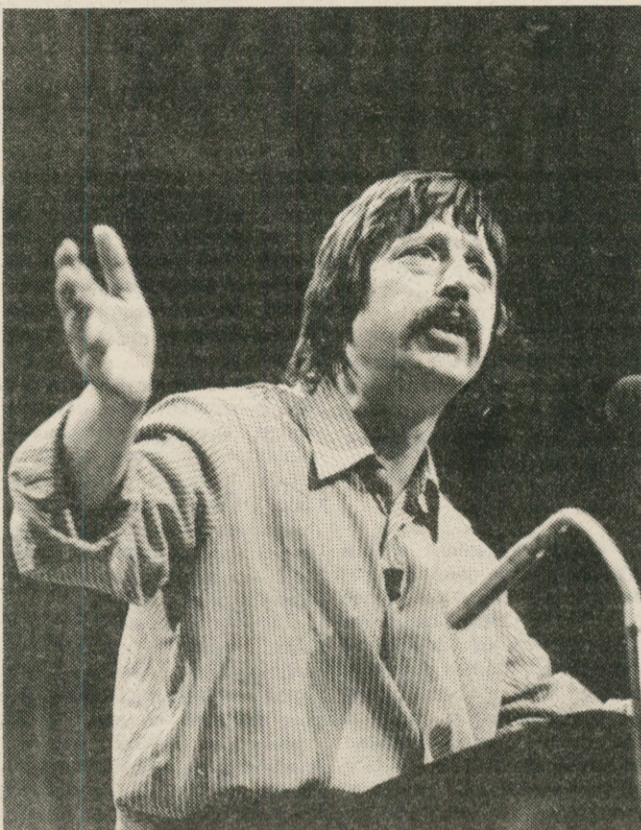
« Non, ne mettons pas la charrue avant les bœufs : il faut d'abord qu'un Printemps de Prague se réalise en RDA, qu'il dure, qu'il ne puisse être réduit au silence par l'Etat. Il

faut d'abord qu'en Allemagne fédérale se développe un parti socialiste très différent de l'actuelle social-démocratie. Il faut d'abord que grandisse un mouvement communiste indépendant de la RDA. Il faut que les Bürgerinitiativen atteignent leur plein développement et alors nous pourrions sérieusement lancer dans le débat la question de la réunification de l'Allemagne. Sans quoi, c'est la porte ouverte à tous les vieux rêves allemands sur le retour. (...)

« Vous écrivez : « Toutes les luttes de pouvoir, en RDA, ont été liées à la question nationale. » Justement, justement, pour cette raison, chacune de ces révoltes a fini par le triomphe de la réaction stalinienne.

« Vous vous référez encore ici à l'eurocommunisme. Mais si les camarades français insistent sur le fait qu'il n'y aura en France qu'un socialisme aux couleurs tricolores ou point de socialisme du tout, il ne s'agit pas d'un socialisme national, mais d'un premier réflexe à la tutelle brutale du PCUS qui a dégradé les partis frères au rang de filiales de la politique extérieure soviétique. (...) Mais nous ne pouvons pas chasser le diable stalinien avec le diable nationaliste.

« A quoi bon cette forme anachronique d'organisation, une ligue clandestine de camarades travaillant dans la conspiration ? Vous dites en avoir par-dessus la tête du léninisme et vous copiez exactement ses principes d'organisation qui étaient peut-être corrects sous les tsars, mais ne conviennent guère contre les punaises. Et même si vous parveniez à déjouer miraculeusement l'espion un parti de cadres conspiratifs ne retombe-t-il pas automatiquement dans le même cercle vicieux dont nous voulons nous sortir ? Je crois que ce qu'ont trouvé les camarades polonais est bien meilleur : le Comité de défense des travailleurs travaille publiquement et justement parce qu'il est à découvert, il est mieux protégé par l'opinion publique de son propre pays. Pourquoi n'ont-ils pas pu enfermer Havemann ou moi-même pendant toutes ces années ? Si nous avions construit une organisation clandestine, ce à quoi les agents provocateurs de la Stasi voulaient nous pousser, nous leur aurions bien facilité la tâche (...).



Wolf Biermann

## LE PREMIER DIT «DEBOUT», LE SECOND «COUCHÉ» Vadim Belocerkoski

(...) Ainsi que l'on pouvait lire récemment dans le journal « Eko » publié à Novosibirsk sous la plume de l'ingénieur Koulagine, « derrière chaque travailleur de la production, il y a une section de chefs. Et quand le premier donne l'ordre « en avant ! », le second ordonne « couchés ! ». Les règlements et les normes se contredisent. Pour exécuter l'un, il est nécessaire de violer l'autre et d'en courir le risque d'être punis. L'anarchie culmine dans une pénurie permanente de tout et pour tous : d'équipement en instrument, de matière première, etc. Plus une mauvaise qualité des installations qui sont souvent simplement inutilisables. Il n'y a pas longtemps les données suivantes se sont glissées dans les pages de la « Komsomolskaia Pravda » : « Dans la production des machines, un travailleur travaille, et deux travailleurs réparent les équipements » et ceci à cause du fait que la direction des entreprises aspire partout à réparer moins dans la mesure où les travailleurs de la réparation ne sont pas portés en compte dans les plans de production, d'où une mauvaise organisation du travail qui devient traumatisante. (...)

Le constructeur général de l'aviation O. K. Antonov, bien connu pour ses opinions judicieuses et critiques, raconte dans son livre « Pour tous et pour soi-même » comment, un jour, un nouveau travailleur de son entreprise vint vers lui et lui dit : « Quand je suis venu travailler chez vous, j'ai décidé de travailler consciencieusement — car si un avion s'écrase, les gens périssent. Mais après quelques mois, ma femme m'a dit : « Pourquoi reviens-tu à la maison avec si peu d'argent ? As-tu pris une maîtresse ? J'ai appris que tous tes camarades gagnent beaucoup

plus que toi ! » « Que me reste-t-il à faire, demanda le travailleur à Antonov, commencer à travailler comme tout le monde ou courir après le Plan ? » (...)

Mais retournons aux travailleurs d'usine. La question principale est : Comment sont-ils disposés par rapport à un tel régime ? De très nombreux membres de l'intelligentsia des villes sont d'avis que les ouvriers et les ingénieurs n'ont aucune attirance pour la question des libertés et de la démocratie, qu'ils sont même habitués à vivre sans eux et qu'ils sont seulement mécontents de leurs difficultés matérielles. Mais cette conclusion ne tient compte ni de la nature humaine ni des conditions de vie et de travail des gens de la production. Ils jugent les travailleurs et les employés de la sphère des services, avec laquelle ils ont beaucoup plus de rapports. Mais les travailleurs de cette sphère sont dans les conditions du capitalisme d'Etat, condamnés à la corruption générale et à la décomposition. Partiellement, c'est aussi ainsi qu'ils sont traités par les travailleurs de la production dans la capitale. (...)

Et la majorité des travailleurs d'usine sont déjà conscients que seule la démocratie politique et économique peut les amener vers un régime actif et équitable. De plus, ils ne désirent pas retourner au capitalisme. D'abord parce qu'ils comprennent l'impérialisme d'un tel retour. Ensuite parce qu'ils ne peuvent pas imaginer que des usines pourraient être propriété privée. Enfin, parce qu'ils soupçonnent que les coupeurs de coupons seraient pour leur travail les mêmes personnes que celles qui sont assises aujourd'hui sur leur dos y compris les actuels spéculateurs illégaux et « inamovibles » qu'ils méprisent profondément. (...)

## et pourtant elle tourne

### • Qui veut du PCI au gouvernement ?

Un récent sondage a été effectué par l'hebdomadaire économique « Mondo » sur la participation du PCI au gouvernement italien. Il en ressort que 46,5 % des industriels de la péninsule sont favorables à l'entrée du PCI au gouvernement, 48,8 % y sont opposés et 4,7 % sont sans opinion.

Pour 44,2 % des industriels l'entrée des communistes au gouvernement aurait un effet « négatif » sur l'économie ; pour 39,5 % par contre elle aurait un effet positif. Enfin, 60,5 % pensent que le recours aux élections anticipées peut être évité alors que 23,3 % pensent que l'on va vers des élections anticipées.

### • La liberté syndicale rétablie avant la fin du mois en Bolivie

Le gouvernement bolivien va rétablir la liberté syndicale dans le pays avant la fin du mois. Le ministère du Travail a annoncé samedi que les élections syndicales seront organisées dans les prochains jours et que le gouvernement reconnaîtrait à cette occasion les organisations ouvrières. Jusqu'à présent, les responsables syndicaux reconnus par le gouvernement, les « coordinateurs sociaux », étaient nommés par les autorités. Le régime militaire de Banzer est bien mal en point, à six mois des élections présidentielles.

### • Plusieurs travailleurs tunisiens blessés

Trois travailleurs tunisiens ont été blessés lors d'incidents survenus vendredi à Sousse entre des ouvriers et des éléments proches du Parti destourien annonce l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT).

Selon l'UGTT, ces éléments ont assiégé puis saccagé les locaux de l'Union régionale du travail au moment où les ouvriers s'approprièrent à organiser un meeting pour marquer le 32<sup>e</sup> anniversaire de la création de la centrale syndicale.

La commission administrative de l'UGTT, par ailleurs, se réunissait hier dimanche pour examiner les demandes de grève générale formulées lors d'un meeting organisé vendredi par l'Union régionale du travail de Tunis pour protester contre ces incidents.

### • Arrestations aux Canaries

Une trentaine de personnes ont été arrêtées samedi à la suite d'un attentat à la bombe revendiqué par le Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel des Canaries. Plusieurs étrangers figurent parmi les personnes appréhendées.

### • Elections syndicales dans l'Etat espagnol : les commissions ouvrières en tête

Les Commissions ouvrières, de tendance communiste, ont le plus grand nombre d'élus après les premiers résultats des élections syndicales qui se sont déroulées à la mi-janvier, annonce-t-on à Madrid.

Sur 4 648 délégués de 498 entreprises, les CO disposent de 1 883 représentants (50,51 %), l'UGT (socialiste) arrive en second loin derrière avec 995 représentants (21,40 %). En troisième place arrivent les candidats indépendants avec 530 élus (11,4 %). Le syndicat « Solidarité ouvriers basques » obtient 423 délégués (majorité au Pays basque) et l'Union syndicale ouvrière en obtient 339.

### • La CGT portugaise condamne l'accord gouvernemental

La Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP) a condamné vivement l'accord politique signé jeudi entre le Parti socialiste et le Centre démocratique et social ainsi que l'entrée des centristes dans le futur cabinet de Mario Soares.

Dans un communiqué, la CGTP estime que l'accord « est un fait dangereux pour la vie politique portugaise » et permet d'entrevoir une aggravation de la politique « antipopulaire et antipatriotique » du gouvernement précédent. Elle déclare en outre que l'entrée du CDS dans le gouvernement est contraire aux aspirations des travailleurs. Elle appelle tous les syndicats à participer le 4 février à une réunion nationale pour définir la position du mouvement syndical « face à la nouvelle situation politique, au gouvernement et à sa politique de droite ».

### • Rejet de la demande de report du procès Groenewold en RFA

Les juges du tribunal de Hambourg ont rejeté la demande de report du procès de M<sup>re</sup> Groenewold formulée par les défenseurs de l'ancien avocat de militants de la RAF. Les avocats avaient justifié leur requête à partir du climat politique hostile qui règne dans le pays après la campagne contre les défenseurs des « extrémistes ». Le procès, qui a débuté jeudi dernier, se poursuit donc.

**ATTENTION ECOLE**

● Grève à l'université Paris IX-Dauphine

Les étudiants de premiers cycle de l'université de Paris IX-Dauphine étaient en grève jeudi et vendredi derniers pour protester contre le retour aux examens traditionnels et l'annonce de leur déroulement à Arcueil (Val-de-Marne). Jeudi, ils ont occupé le bureau de la présidence de l'université. Les étudiants réclament des examens partiels au sein des travaux dirigés.

● 10 % sauvages à Anthony

Au lycée d'Anthony (Hauts-de-Seine), 400 lycéens se sont mis en grève jeudi dernier et ont organisé des « 10 % sauvages », c'est-à-dire totalement pris en charge par les élèves eux-mêmes. Il y eut des commissions sur l'Argentine, le sexisme, les parents, les pédagogies expérimentales, les droits de l'homme dans le monde.

Malgré les coupures de courant opérées par l'administration, les lycéens ont pris leur musique en main : plus d'électricité dans les locaux, on branche les amplis dans ceux de l'administration. Courses en sac, tir à la corde et création de chansons s'y dérouleront dans la joie... Malgré les menaces de l'administration, le comité de lutte envisage de remettre ça avant la fin de l'année. Bon vent !

● UNEF : quelques mensonges

Des membres de l'UNEF ex-Renouveau nous ont fait parvenir quelques rectifications après les déclarations de Jean-Luc Mano, président de ce syndicat, reproduites dans « Rouge » du vendredi 20 janvier. « Je ne suis pas sûr que ce sont des militants de l'UNEF » déclarait ce dernier à propos des organisateurs de la conférence de presse publique où la direction du syndicat fut accusée de pratiques antidémocratiques. Il se trouve que parmi eux se trouvait Patrick Gabriel, responsable du comité UNEF-histoire de Villetaneuse, comité dont J.L. Mano est normalement membre ! S'y trouvait également Philippe Moraud, du comité sciences-éco de cette même université, comité qui compte parmi ses membres le trésorier national, Jacky Ouakine et le rédacteur en chef d'« UNEF-Info », bulletin intérieur du syndicat. Il apparaît donc que J.-L. Mano a été victime d'un regrettable oubli en déclarant ne pas connaître ses propres camarades du syndicat.

Autre oubli : il nous a déclaré que les « positionnels » n'avaient pas saisi la commission de contrôle du syndicat. Or, selon eux, le président de cette commission, Jean-Luc Lecomte a été « bombardé secrétaire à l'organisation » dans l'université de Villetaneuse, sans qu'aucune instance de base ne l'ait élu à ce poste. Cela se passait en début d'année scolaire et ce responsable de l'UNEF venait directement de Nancy. En clair cela ne donne pas toute confiance en l'impartialité de la dite commission de contrôle...

**Arlette Laguiller candidate à Thiers-Ambert**

**VOYAGE AU PAYS D'ARLETTE**

« J'ai choisi de me présenter dans cette circonscription de Thiers Ambert, parce que cette région est représentative des milieux et des classes sociales auxquels je veux m'adresser en premier lieu et dont je voudrais représenter les aspirations »

Dans la salle de la « philharmonique » de Thiers, semblable à toutes les salles de réunion électorales, quelques militants et surtout des ouvriers, et plus encore des petits paysans, des petits commerçants, des retraités. Plus de 200 personnes au total. Un succès.

Gérard Aubry, ouvrier électricien, suppléant d'Arlette Laguiller titre le bilan : « En Auvergne, le chômage est en augmentation de 19%. 54% des jeunes de moins de 25 ans sont au chômage. 6% des femmes sont au chômage partiel. Pour les petits paysans, c'est le dépeuplement. » Un détail : maintenant on ne peut plus aller de Thiers à Ambert par le train. La ligne est supprimée. Pas rentable.

Arlette Laguiller : « Vous êtes les petites gens victimes de la crise. C'est parce que j'ai votre sympathie que je me présente ici ». Elle développe, bien sûr, les thèmes politiques propres à Lutte ouvrière, ceux qui sont résumés sur le grand calicot qui décore la tribune : « Gouvernement de droite, gouvernement de gauche : travailleurs, ne comptons que sur nous-mêmes. » Les vigoureuses dénonciations des

compromissions de Marchais et Mitterrand, la défiance à l'encontre « des politiciens de droite et de gauche », dans la salle cela se résume en une formule toute simple : « Tous pourris ».

L'abandon de la dictature du prolétariat, du drapeau rouge, du poing levé ? On applaudit. Le ralliement du PS et du PC à la bombe ? on s'indigne. On est contre. L'écrasement des petits, le chômage, les prix qui grimpent, la misère ? On acclame celle qu'on appelle déjà « Arlette ».

Car la salle, ce sont tous des « petits » justement. Même ces « beaufs » tout droit sortis d'un album de Cabu, qui sont au fond, bistroquiers ou petits patrons, membres de la chambre patronale de Thiers. Eux aussi, il faut les convaincre. Et Arlette ne néglige aucun effort : « Les vrais responsables de la vie chère, ce ne sont pas les petits commerçants, ce sont les capitalistes. Travailleurs ne nous trompons pas d'ennemis ».

« Travailleurs ! Nous sommes des travailleurs aussi ! » clament les petits patrons. A la tribune, Arlette Laguiller défend la boutique écrasée par « Mammouth », broyée par les « Carrefour ». Terrain glissant ? Sans doute. Mais elle s'y engage résolument. Un dirigeant de Lutte ouvrière explique tout de même que naturellement, LO est toujours du côté des salariés dans leur lutte contre les patrons, quelle que soit leur taille. « Mais Lutte ouvrière n'hésitera jamais non plus à défendre les petits patrons contre les gros, contre les sociétés de crédit. LO les soutient quand ils ralentissent contre l'Etat ». Gros succès. A Thiers, on ne mène



pas campagne contre la boutique. Elle périclité, mais elle vote. L'heure n'est pas à l'intransigeance doctrinale. « Savez-vous que votre actuel député socialiste n'a pas ouvert la bouche une seule fois au Parlement ? » Arlette Laguiller : « Moi je veux être une véritable députée de gauche. Je veux vous défendre vous, ouvriers, petits commerçants, petits artisans. Je ne serai pas une députée comme les autres ».

« Qu'est-ce qui me le prouve ? lui demande-t-on. « On peut me croire, je n'ai jamais menti, jamais semé des illusions. Comptez sur vos luttés, je les représenterai. » On applaudit beaucoup. « Mais il n'y a pas de luttés à Thiers », dit quelqu'un... pas bien fort il est vrai.

C'est que tout le monde veut intervenir. Arlette a su mettre en confiance, convaincre de sa bonne foi. Elle n'est pas une « candidate comme

les autres », et pourtant « c'est du sérieux ».

Tout de même... On lui pose la question : « Si les pourris de la gauche » ont besoin de ses voix pour l'emporter sur les « pourris de la droite », que fera-t-elle ? « Il est important de voter à gauche. Il est important d'infliger un désaveu à la droite. » Mais ce n'est pas parce qu'il faut battre les « vrais ennemis », qu'il faut faire confiance aux « faux amis ». Et, « pour s'aider soi-même, il faut aider Lutte ouvrière ».

Aider LO et donc élire Arlette Laguiller, c'est là le meilleur moyen de préserver l'avenir. Fin de la réunion. Il y en aura d'autres. Une douzaine de participants restent pour chanter « l'Internationale ». Mais les commentaires de ceux qui sortent ne trompent pas : « Arlette a emporté le morceau ». Resterait à voir quel morceau.

Jean-François Vilar

**Thiers-Ambert**

Thiers-Ambert, une circonscription donnant « une bonne image de la population laborieuse française dans son ensemble » ? C'est ce que dit Lutte ouvrière pour justifier la candidature d'Arlette Laguiller.

La circonscription ? La coutellerie est en voie de disparition, acculant à la ruine nombre de petites boîtes plus proches de l'artisanat que de la petite industrie. Un nouveau tracé autoroutier fait sombrer le tourisme.

Les boîtes importantes ? Les compteurs Schlumberger, qui ont connu une grève, il y a de cela deux ans. Roussel-Uclaf exploite 300 ouvriers à Vertolay. Teilhol fait du carrossage à Courvière, et Arlanc. A Giroux : une papeterie de 300 ouvriers. A Lezoux : 150 ouvriers chez Isorel. Ne parlons pas de petites entreprises de bondeuseries (chapelets, etc.) d'Ambert, en baisse depuis Vatican. Pour le reste, de petites scieries, de l'agriculture de subsistance. Du petit artisanat. Est-ce là vraiment l'image de la population laborieuse française. Pas de luttés ou presque. Si peu, qu'Arlette Laguiller a choisi jusqu'ici de centrer sa campagne sur les « petits », commerçants et paysans, frappés par la crise. Mais c'est aussi et surtout une circonscription où on vote « à gauche » (SFO) depuis la Libération, et où Lutte ouvrière a fait un score de plus de 4 % en 1974.

**Quelle politique vis-à-vis des réformistes ?**

**REPONSE A L'OCT**

Dans une tribune libre (« Rouge » du 20 janvier), le camarade S. Joshua critiquait « l'opportunisme de la Ligue vis à vis des réformistes ». Reprenons un à un ses arguments.

**Unité ouvrière**

L'erreur de la Ligue serait de confondre, dans les faits, l'unité de la classe ouvrière avec l'unité du PC et du PS. Pourtant, la politique de collaboration de classes ne fait qu'accentuer les divisions déjà existantes (entre Français-immigrés, hommes-femmes, etc.) et : « L'histoire abonde d'exemples « d'unité » entre les appareils réformistes qui se font contre le développement du mouvement de masse. »

Et S. Joshua d'affirmer : « La LCR nous répond qu'elle est d'accord avec ces saines vérités. Comment se fait-il alors qu'elles n'aient aucune conséquence sur la tactique ? » C'est que, justement, pour développer notre tactique politique, nous ne nous contentons pas de réaffirmer ces « saines vérités ». Nous rentrons plus en détail dans une analyse des rapports contradictoires qu'entretiennent les réformistes avec la classe ouvrière.

Prenons les exemples du Front populaire de 1936, de l'Unité populaire au Chili ou de l'Union de la gauche en France : on peut décrire des différences dans les formes de collaboration des partis réformistes avec la bourgeoisie et dans leurs liens avec la mobilisation des travailleurs, mais il y a une caractéristique commune : ces coalitions de collaboration de classes qui, en dernière analyse, se font contre la montée du mouvement des masses, sont perçues par la majorité de la classe ouvrière comme une expression (même insatisfaisante) de son unité.

**« POUSSER A GAUCHE LES REFORMISTES »**

Une contradiction existe donc entre les aspirations des travailleurs, qui font confiance aux réformistes et la politique de collaboration de classes de ces derniers qui ne peut qu'aller à l'encontre de ces aspirations. C'est justement sur cette contradiction que se fonde notre tactique.

D'ailleurs, l'histoire l'a maintes fois vérifié : des fractions importantes des travailleurs peuvent dans les mobilisations se heurter à un aspect de la politique réformiste sans pour autant rompre, dans un

premier temps, avec l'ensemble des illusions réformistes.

Nous le voyons en Espagne : une combativité, des objectifs de lutte très avancés qui en pratique débordent souvent le cadre dans lequel les réformistes voudraient contenir les mobilisations ne sont pas contradictoires avec un renforcement des organisations qu'ils contrôlent. Plus, le premier mouvement des courants « critiques » qui peuvent se développer dans la classe ouvrière peut vouloir transformer ces organisations traditionnelles, les « pousser à gauche ».

**QUELLE TACTIQUE ?**

Devons-nous alors nous contenter de dire à ces travailleurs : « Jetez vos illusions ; rien ne sert de se tourner vers les réformistes, c'est sans eux que doit se réaliser l'unité ouvrière ! », ou bien avoir un langage qui tienne compte des formes de leur prise de conscience ? C'est-à-dire, ne pas céder un pouce sur la critique du programme du PC et du PS, mais par contre se battre avec tous les travailleurs, quelles que soient les illusions qu'ils peuvent avoir, pour que l'ensemble des organisations ouvrières reprennent en charge leurs revendications.

Nous opposons concrètement cette unité sur des bases de classe à la politique des réformistes.

S. Joshua voit dans cet appel à l'unité, doublé d'une dénonciation politique, une démarche contradictoire. Ce qu'il ne comprend pas c'est que cette apparente contradiction n'est que le reflet des rapports contradictoires qu'entretient la classe ouvrière avec la politique des réformistes.

**DU SIMPLE PROPAGANDISME ?**

Une telle démarche nous enfermerait dans un propagandisme abstrait. Regardons de plus près les réponses qu'ont apportées la LCR et l'OCT lors de la rupture PC-PS. L'OCT s'est contentée d'en appeler à la construction de « l'alternative révolutionnaire » et de proclamer : « Les travailleurs ne doivent compter que sur leurs propres forces. » C'est le refus de batailler pour l'unité ouvrière à partir des instruments dont dispose actuellement les travailleurs, en luttant pour l'unité de l'ensemble des organisations ouvrières sur une base anticapitaliste, qui enferme dans le propagandisme !

Le camarade Joshua affir-

me aussi que nous nous en tenons de plus en plus à une simple interpellation verbale des réformistes. Là aussi soyons précis. Ce camarade peut-il donner un seul exemple de mobilisation d'où la LCR était absente ? Nous sommes-nous contentés d'interpeller Mitterrand et Marchais au moment de l'interdiction de K. Croissant ?

Enfin, nous ne relativisons pas notre politique unitaire vis à vis de l'extrême gauche. Cette politique est importante pour compter dans les batailles vis-à-vis de l'ensemble des travailleurs et des réformistes. Mais encore faut-il que cette unité des révolutionnaires soit un moyen de lutte pour l'unité ouvrière. Effectivement, nous serions contre une politique d'unité des révolutionnaires à la façon du FUR portugais qu'à l'époque l'OCT avait soutenu de façon totalement acritique. Quel bilan en tire aujourd'hui le camarade S. Joshua ?

A l'opposé, l'accord sur les législatives nous semble être un bon exemple du type d'unité d'action qui est souhaitable : marcher côte à côte, sans cacher les divergences, et frapper ensemble à partir des points d'accord qui existent.

A. Artous

# Un nouveau sondage donne la gauche majoritaire

• Carpentier appelle les cadres à « préparer la guerre »

• Fabre : un gouvernement de gauche demandera beaucoup d'efforts

Les meetings et les déclarations se succèdent, les sondages aussi. La campagne électorale a pris son rythme de croisière. Georges Marchais et François Mitterrand tiennent deux ou trois réunions par jour, déplacent des milliers de personnes. Les leaders de la « majorité » parcourent les salons de province pour tenter de convaincre des bienfaits de leur politique passée. A Lille, par exemple, Beullac s'installe sous les lambris de la préfecture pour engager sa « tournée de commentaire et d'explications du programme gouvernemental de Blois ». C'est que « l'après-mars » annoncé par les sondages commence à éclairer les discours.

Ainsi cette fameuse envolée de Chirac, jeudi dernier, à Vierzon qui aurait été motivée par la connaissance officielle du sondage que publie « l'Express » ce matin. A Vierzon, le président du RPR avait présenté son mouvement comme « l'espérance » et « le recours » du pays. Et le sondage de « l'Express », réalisé sur un échantillon de mille personnes, confirme la tendance relevée jeudi par « le Figaro ». La gauche sera majoritaire. Selon l'institut Louis-Harris qui a utilisé pour ce dernier sondage les noms réels des candidats en présence, la gauche obtiendrait 259 sièges, contre 232 à la droite. Les principaux groupes se

repartiraient de la sorte : 82 sièges pour le PC, 177 pour le PS et les centristes. Tout en restant le principal groupe de la droite, le RPR serait donc le gros perdant dans ce sélections.

Mais surtout, toujours selon ce sondage, « l'après-mars » s'annonce comme un période d'instabilité. Seulement 21 % des personnes interrogées pensent que « si la gauche gagne, le PC, le PS et le MRG pourrissent constituer un gouvernement durable ». 63 % estiment le contraire. Si 43 % des personnes interrogées considèrent que la droite pourrait établir un gouvernement stable

(36 % seulement pensent le contraire), la majorité de ces mêmes personnes — le premier chiffre le montre — votera pour la gauche. Une idée fait donc son chemin : mars 1978 sera dans tous les cas de figures une date charnière. Celle de l'ouverture d'une période de crise politique où l'activité des masses et les jeux institutionnels deviendront décisifs.

## Préparer l'instabilité

Quelques discours de ce week-end confirment cette impression. Au Parti socialiste on vise l'électorat indécis qui a voté Giscard aux présidentielles et s'est souvent reporté sur les jeunes notables socialistes lors des municipales. Ainsi la tournée de Mitterrand en Bretagne vendredi. Comme Mauroy à Lille, Estier à Toulouse ou Edith Cresson à Tulle, il centre son argumentation contre la droite. On ne peut pas attendre : « Nous en sommes au quatorzième plan de lutte contre l'inflation, interrogeait Mitterrand à Brest, en voulez-vous un quinzième ? » Et tous

promettent le désistement pour le second tour. Georges Marchais, de son côté, insiste à Marseille sur l'union : « La politique d'Union de la gauche est une politique de principe pour le PCF » mais il faut pour cela « un parti fort » car le PS « recule devant le combat ».

Deux autres interventions, ce dimanche enneigé, indiquent les intentions de chacun pour l'après-mars. Carpentier, président de la CGC, s'adressait samedi au V<sup>e</sup> Congrès national des inspecteurs d'assurances CGC. Il y invitait les cadres à « préparer avec soin » l'après-élection. Il faut, dit-il, envisager toutes les éventualités notamment « la situation où l'opposition d'aujourd'hui aurait une représentation majoritaire à l'assemblée ». Et dans ce cas, « si tu veux la paix prépare la guerre, c'est vrai pour les cadres, c'est vrai pour la CGC ». Il a conclu : « Selon la Constitution, c'est le président de la République qui fixe les grandes orientations de l'action gouvernementale. » Voilà une interprétation de la Constitution de 1958 qui risque de faire fureur en cas de victoire de la gauche aux

élections. Elle justifiera, comme à cette tribune d'un congrès d'inspecteurs d'assurances, une mobilisation extra-parlementaire de la droite. Telle est « la guerre » qu'imagine Carpentier, ami de Chirac et inspirateur du GIR, regroupement apolitique de la petite bourgeoisie.

Fabre par contre a une autre idée pour conjurer la crise. Dans un meeting à Millau, samedi soir, il plaide pour une « société humaniste » qui encourage « la libre entreprise ». Pour y arriver, « un gouvernement de gauche attendra beaucoup d'efforts des Français s'il accède au pouvoir. Je sais que les Français les consentiraient, car ils savent que cela sera la condition du changement et de leur bien être ». L'instabilité politique sera donc évitée, selon le président des radicaux de gauche, par les sacrifices des Français. De quels efforts parle-t-il ? Il ne précise pas. Ce qu'il veut à l'évidence, c'est ce « consensus » qui dans la situation actuelle ne peut signifier que l'austérité de gauche pour les travailleurs. Rien de plus.

Jean-Yves Touvais

## L'ordre règne à Strasbourg

• Trois mille CRS mobilisés pour interdire la réunion de quelques centaines d'autonomes

On savait que le préfet du Bas-Rhin ne faisait pas les choses à moitié : depuis novembre, il avait interdit et matraqué deux manifestations pour Klaus Croissant et une autre de riposte à un attentat contre un foyer Sonacotra (cf. « Rouge » du 19 décembre). L'annonce de la tenue à Strasbourg du « rassemblement international contre la répression » de la coordination des groupes autonomes lui a donné l'occasion de se surpasser.

Strasbourg, de notre correspondant.

Les autonomes voulaient se réunir à la fac de lettres pour discuter pacifiquement, comme l'avait annoncé le comité strasbourgeois. Ce droit légitime, le président socialiste de la fac de lettres s'empressa de le leur interdire, imité par ses collègues de sciences et droit. Interdiction aussitôt confirmée par la préfecture.

Si la presse locale s'était montrée discrète, FR 3 Alsace ne s'était pas gênée pour annoncer la couleur. Deux mille jeunes casqués, venus de l'étranger, allaient déferler sur la ville pour casser les vitrines.

### Une patrouille tous les cinquante mètres

Les casernes des alentours consignées, des pensionnats évacués pour le week-end et les élèves priés de ne revenir que lundi soir pour laisser la place aux CRS (la CGT de Schiltigheim a protesté contre l'usage ainsi fait du CET). Tout était prêt.

On avait même tiré à plusieurs centaines d'exemplaires le plan de Strasbourg (il y a quelques mois une opération coup de poing menée par des flics extérieurs à la ville s'était terminée par un fiasco : les flics s'étaient perdus). Cette fois-ci pas d'erreur possible : voyez-vous la guerre civile, ça s'apprend.

L'état de siège pouvait commencer. Dans la nuit de vendredi à samedi, trois mille CRS et gendarmes mobiles, un pour cent habitants ! (proportionnellement c'est comme si Paris était bouclé par 80 000 flics) prenaient position. Et au petit matin, les Strasbourgeois découvraient qu'ils étaient bien gardés : une patrouille de quatre CRS tous les cinquante mètres, un car à chaque carrefour.

Vers le quartier universitaire, c'était encore pire : en haut des marches, le fusil à deux mains, jambes écartées, vous dévisageant de haut, les mobiles interdisaient l'accès du palais universitaire. A la

lisière du campus, entièrement bouclé, on distingue de loin les silhouettes des gendarmes, mousqueton à la bretelle, à raison d'un tous les dix mètres. Près du bâtiment, des cohortes en formation de combat manœuvrent. Il ne manque même pas les chiens policiers.

### Les chevelus, les gauchistes et les étrangers...

Décidément, il flotte à Strasbourg ce matin-là un air de lendemain de coup d'Etat. Les lieux de réunion de l'extrême gauche sont, eux aussi, bouclés. La librairie Bazar est transformée en souricière. Toute personne qui y passe est interpellée. Les non-Strasbourgeois sont systématiquement arrêtés.

Ailleurs, en ville, c'est la même chose : jeunes, chevelus : contrôlés ! Place de l'Etoile, deux cents CRS ont coincé un car venu de Paris. Ses soixante passagers refusent d'être contrôlés. Le car ne repartira que deux heures plus tard, escorté par une voiture de gendarmerie jusqu'à Paris.

Une tentative de regroupement dans l'après-midi sera l'occasion de nouvelles rafles. Au total plus de 250 interpellés sont envoyés dans les commissariats de Strasbourg, Schiltigheim, et Neudorf. Là les flics venus de Paris procèdent aux interrogatoires. Ils sont venus « chercher des têtes ». Tous les interpellés sont passés à l'anthropométrie. La coordination autonome constatant l'impossibilité de tout rassemblement avait annulé son mot d'ordre dans une conférence de presse. La LCR dans un communiqué censuré par la presse locale et diffusé par tracts exigeait le droit pour la autonome à se réunir, la libération des emprisonnés et le départ des flics. Au total, une journée où l'Etat aura organisé une manœuvre de guerre civile grandeur nature. Strasbourg aura une nouvelle fois servi de ville-test.



## Marchais à Marseille

### 25 000 personnes au vélodrome

C'est au début du mois de septembre que les communistes du Sud-Est ont commencé leur campagne pour ce grand meeting. Succès à la hauteur des forces mises dans la bataille puisque il y avait 25 000 personnes dans le stade-vélodrome aux trois quarts plein, éclairé par un froid soleil d'hiver. Guy Hermier, jeune loup du PC dans la région, le présidait et Michel Catala, pour les jeunes, faisait une première intervention. Mais on attendait Marchais : il fit un discours maintenant traditionnel, reprenant les thèses de la conférence nationale après avoir tracé le tableau de la crise qui ravage le pays.

De notre rédaction marseillaise.

Un mois et demi de campagne donc. Toute l'activité des militants était consacrée à appeler à ce grand rassemblement. L'objectif fixé était haut : « Comme à la Libération, 50 000 personnes au vélodrome ». « La Marseillaise » ne trouvait pas de phrase assez sonnante pour traduire l'enjeu : chaque jour, le quotidien communiste martelait l'appel en première page. A Marseille même, les affiches inondaient les murs, montrant le visage souriant sur fond bleu du secrétaire général. Tous les quartiers, tous les villages alentour étaient recouverts. Campagne centrale énorme relayée par la vente des vignettes dans les boîtes. Réussir le vélodrome, c'était prendre un engagement pour le 12 mars, et prendre un engagement pour le 12 mars, c'est en prendre un pour le « vrai changement ».

L'appel concernait les fédérations et les cinq départements du Sud-Est : Alpes-Maritimes, Var, Vaucluse, Hérault et Bouches-du-Rhône. C'est donc par cars réservés à l'avance que les délégations arrivaient samedi, drapeaux bleu blanc rouge et drapeaux rouges encadrant la banderole de la section ou de la cellule. Le service municipal de transport avait été mis à contribution et les chauffeurs retrouvaient la foule des dimanches sportifs.

Public attentif, sagement assis sur les gradins ou dans les tribunes : hommes et femmes à part à peu près égales, jeunes et vieux aussi. Marchais est ovationné. La foule reconnaît avec plaisir les intonations de sa voix et souvent elle termine ses phrases avec lui. La politique du parti est clairement énoncée. Quelques mots bien frappés, qui sonnent

haut, dans un langage simple. Décidément homme de télévision, Marchais provoque un incident : il exige que les caméras ne s'interrompent pas quand il parle de l'union. Il attend même que le journaliste ait rechargé son appareil pour continuer. Et il reprend, pour la partie de son discours la plus acclamée, « union, union », scandé avec les pieds et crié à toute voix. Il termine après avoir rappelé combien les communistes voulaient aller au gouvernement, en lançant le énième appel à voter pour le PCF.

L'objectif est clairement fixé maintenant. Succès dans ce meeting électoral, mais il faut le ramener à ses justes proportions car l'appel concernait après tout les cinq fédérations et celles des Bouches-du-Rhône compte, au dire du PCF, 25 000 adhérents. Mais à l'évidence, le PC est bien le seul à pouvoir réunir un tel meeting. Mitterrand qui vient mardi à Marseille se contente du stade Vallier et de ses 5 000 places.

Reste quand même aux militants communistes à convaincre leurs camarades de travail que si « le PCF n'est pas assez fort » alors le changement réel est reporté à plus tard, comme l'a déclaré Marchais à son meeting.

## ● Carassus a-t-il condamné Mitterrand ?

Le bureau de l'Union des syndicats CGT de Paris « unanime », a élevé une protestation contre les propos et déclarations de François Mitterrand et du bureau exécutif du Parti socialiste qui mettent en cause le caractère syndical des déclarations et orientations démocratiques décidées, dont le secrétaire général de la CGT s'est fidèlement fait l'interprète dans l'exercice de son mandat.

Il considère que « les désaccords exprimés par quelques syndiqués », en dehors des assemblées syndicales, relèvent de pratiques « contraires aux statuts de la CGT ».

Pierre Carassus, adhérent du Parti socialiste (tendance CERES), est membre du bureau de l'Union des syndicats CGT de Paris. Il avait condamné publiquement l'alignement de la CGT sur les positions du PCF. A-t-il donc voté un texte désavouant le secrétaire général de son parti et donnant (après Laroze) à Séguy un brevet de respect de la démocratie syndicale. L'AFP, qui donne cette information, semble l'affirmer.

## ● Meeting LCR au Havre

Le meeting LCR au Havre a réuni 350 personnes, vendredi soir. C'est l'un des plus gros meetings réalisés dans cette ville par la LCR. Outre Alain Krivine, ont pris la parole, Alain Pauvert, OS à Renault-Sandouville, militant syndical, candidat LCR dans la 7<sup>e</sup> circonscription, la candidate OCT, employée à l'hôpital, dans la 6<sup>e</sup> circonscription. Un représentant du Collectif havrais de défense des travailleurs immigrés avait été mandaté pour poser des questions aux candidats ce qu'il fit. Deux heures auparavant la parole lui avait été interdite à un meeting où le PC présentait ses candidats et qui ne réunissait que 250 personnes. Il est à regretter que les camarades de l'OCT aient monopolisé la parole pendant le débat, sur les problèmes de l'unité ouvrière et des comités de soutien, ne permettant pas aux inorganisés de s'exprimer.

## ● Répression contre les objecteurs et insoumis (suite)

Un an avec sursis, tel est le verdict prononcé à l'issue du procès intenté, le 19 janvier 1977, à Damien Thébaud, accusé d'insoumission et de désertion. La salle d'audience du tribunal correctionnel de Toulouse était comble, mais le président, qui n'entendait pas « rendre la justice » dans ces conditions, fit évacuer la salle par les CRS.

A sa sortie, Damien, réaffirmait qu'il était toujours insoumis et rappelait que la lutte n'était pas terminée. Cinq autres procès vont avoir lieu dans la région, l'un à Castres, le 1<sup>er</sup> février, le second à Narbonne, le 3 février, les derniers une nouvelle fois à Toulouse (où une réunion est prévue ce soir au « Pharaon »).

## ● Nouvelles inculpations contre l'ancien P.-DG de l'entreprise Benoto de Béthune

L'ancien P.-DG de l'entreprise Benoto de Béthune, Angot, mis en détention provisoire, jeudi, par le juge de Charette, à la suite de l'opération montée par lui contre des grévistes de son entreprise, dont quatre avaient été blessés, s'est vu signifier quatre nouveaux chefs d'inculpation samedi, concernant cette fois la gestion de la société. Le juge de Charette a inculpé Angot de banqueroute simple, abus de biens sociaux, abus de confiance et infraction à la loi sur les sociétés commerciales. Ces nouvelles inculpations valent, elles aussi, à Angot d'être placé sous mandat de dépôt. Il ne pourrait donc quitter la maison d'arrêt de Béthune, où il est incarcéré, même si ses avocats obtenaient sa mise en liberté pour les faits qui lui sont reprochés dans la première affaire.

## ● Victoire à la SEGID

Des travailleurs et des travailleuses qui occupaient un chantier EDF au titre de l'entreprise de nettoyage SEGID étaient entrés en grève sur des revendications de salaires et de conditions de travail, il y a dix jours. La semaine dernière, d'autres travailleurs d'un chantier du Crédit national les rejoignaient. Jeudi, les patrons, jusque là intraitables, étaient gentiment invités par les grévistes à partager avec eux leurs bureaux une bonne partie de la journée. Résultat immédiat. Vendredi, ceux du chantier EDF obtenaient 15 centimes de l'heure, la suppression du pointage le soir, 3 heures travaillées payées 3 h 30 et le paiement des jours de grève à 90 %.

Samedi, c'était au tour de ceux du Crédit national qui obtenaient, eux, 25 centimes de l'heure et le paiement des jours de grève à 100 %. A quoi il faut ajouter une amélioration sensible des conditions de travail. Les victoires ouvrières ne sont pas si nombreuses ces derniers temps qu'on ne puisse se féliciter de ce résultat, dans une entreprise qui emploie, en outre, de nombreux immigrés.

## ● 300 pour soutenir les quatre de DBA-Beauvais

Ce sont près de 300 travailleurs qui sont venus manifester leur solidarité au procès des quatre délégués syndicaux de DBA-Beauvais, vendredi soir au palais de justice d'Amiens. Bien que le président ait d'emblée annoncé qu'il ne jugerait pas sous la pression, et ait menacé de vider la salle si les réflexions continuaient pendant l'audience, cette présence ouvrière pèsait sans doute dans la décision qui va prendre le tribunal. Comme on pouvait le craindre, la partie civile a cherché à faire reprendre le procès sur l'ensemble de la longue grève qui avait secoué DBA en mai-juin 1975, demandant l'application de la loi anti-casseurs, alors que le tribunal de Beauvais avait jugé la grève relaxe. L'avocat général n'a pas pris position. Le verdict est fixé au 10 février.

## Réponse aux déclarations rascistes qui se multiplient

# SUCCEs DU TROISIEME FESTIVAL DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Le Troisième Festival des travailleurs immigrés a officiellement pris fin ce week-end. 25 villes de province et de la banlieue parisienne concernées, ainsi que la moitié des arrondissements de la capitale, un foisonnement de troupes de théâtre (« Rouge » du 21 janvier), de groupes de musique, de chanteurs et chanteuses, une multitude de débats sur les mesures Stoléru, le racisme, l'alphabétisation, les expulsions, la politique de l'immigration par rapport aux pays d'origine, c'est une première approche du festival, dont les organisations autonomes — sénégalaise, marocaine, algérienne, ivoirienne, portugaise — qui sont à son origine tireront un bilan plus précis dans les jours qui viennent.

La date de déroulement de ce Troisième Festival n'était pas tout à fait fortuite, à quelques semaines d'élections législatives dont les immigrés — deux millions de travailleurs actifs — sont les grands ex-

clus. Mais elle a pris d'autant plus d'importance qu'au fil des jours se multipliaient les déclarations officielles anti-immigrés. Il y a vait eu, bien sûr, les trop fameuses mesures Stoléru. Mais il y a eu aussi les propositions du CNPF. Et il y aura la campagne du Front national, dont le principal dirigeant, Le Pen, se félicitait encore samedi de ce que la dénonciation du « caractère excessif de l'immigration » rencontrait « des échos favorables » parmi les Français.

Le Troisième Festival — et son succès — aura été l'une des réponses de l'immigration, permettant aux travailleurs immigrés en France, à travers l'expression culturelle, de mieux se comprendre, de proclamer leur identité, de mieux se défendre et s'organiser, mais aussi renforçant la solidarité Français-immigrés. Même si, de ce point de vue, beaucoup reste à faire comme en témoigne notre correspondant de Bordeaux.

## ● Bordeaux, de notre correspondant

Un vendredi plutôt centré sur l'Amérique latine, un samedi plutôt consacré au Maghreb, un dimanche, enfin, où s'exprimèrent plutôt les travailleurs de Turquie et du Portugal : les trois journées que Bordeaux avait réservées au Troisième Festival des travailleurs immigrés auront ainsi permis aux différentes composantes de l'immigration bordelaise de faire la preuve de leur immense potentiel culturel. D'autant qu'ils furent entièrement pris en main par des groupes locaux, les groupes parisiens pressentis ayant fait faux bond au dernier moment. On vit ainsi, hier, des travailleurs turcs de chez Ford vaincre leur gêne et leur timidité pour franchir la barrière de l'estrade et improviser, sous les applaudissements de l'assistance, un groupe de chanteurs et de danseurs...

Pour 800 personnes en moyenne chaque jour, alors que la région bordelaise n'est pas, mis à part Ford et les grands chantiers de Mériadeck et de Braud-Saint-Louis, une région de forte immigration, le temple des Chartrons a ainsi résonné de chants et de danses maghrébines, sénégalaises, turcs, portugais ou chiliens. A l'origine de l'initiative, l'ASTI (1) de Bordeaux, qui avait appelé à la constitution d'un



troisième festival des travailleurs immigrés à Paris (photo Christian Weiss)

comité de soutien large et sans exclusive. A peu près toutes les organisations du mouvement ouvrier bordelais, de la Fédération anarchiste au PS, avaient répondu. Absents : Lutte ouvrière, l'OCL... et le PC, la fraction de celui-ci dans la CGT bloquait, qui plus est, toutes mesures de soutien, même si certaines sections de base ont soutenu et certains militants, outrés de cette attitude, participé. Par contre, pour la première fois, l'UD CFDT et nombre de ses syndicats d'entreprise étaient présents.

Les débats, qui suivaient les manifestations culturelles,

l'ont montré : les immigrés, même si des courants anti-syndicalistes français avaient retrouvé pour l'heure un langage démagogique que l'on n'entendait plus depuis longtemps à Bordeaux, posaient, par leurs interventions, le problème de leur intégration dans le mouvement ouvrier français, dans ses syndicats, dans ses luttes.

Ce n'est malheureusement pas l'absence de la CGT, voire même des responsables de la CFDT, au temple des Chartrons, qui les aura rassurés et leur aura permis de surmonter les hésitations à s'engager aux côtés des travailleurs français.

(1) Association de solidarité avec les travailleurs immigrés. Il en existe plus d'une centaine à travers la France, fédérée dans la FASTI, 4, square Vitruve, 75 020 Paris.

● Ce soir, à 20 h 30, à la Maison d'Italie, cité universitaire, boulevard Jourdan à Paris, le comité de défense des étudiants étrangers de l'université de Vincennes invite

à une réunion sur les nouvelles attaques du gouvernement contre les étudiants étrangers. La réunion a aussi pour but de discuter la mise en place de semblables comités dans d'autres facultés et de la préparation d'un meeting parisien.

## Sur le complexe de Lacq Une travailleuse déclassée : 275 en grève

Sur le complexe de Lacq, dans le Sud-Ouest, l'emploi est une préoccupation permanente. Il est vrai que les 8 000 travailleurs qui y circulent passent quotidiennement devant CDF-Chimie, occupé depuis le 6 décembre pour s'opposer à la suppression de 160 postes. A deux kilomètres de là, le centre de recherche de Lacq (CRL) de la SNEAP (Elf Aquitaine) sera, lui aussi, en grève aujourd'hui. Motif : le déclassement d'une travailleuse...

Pau, de notre correspondant.

La direction du CRL n'avait sans doute pas prévu une telle riposte quand elle a décidé, la semaine dernière, ce qui, pour un patron, n'est sans doute qu'une mesure de routine : la mutation d'une femme du CRL dans un autre secteur de l'entreprise, ce qui, automatiquement, la contraignait à accepter un poste sous-classé. Pourtant, dès jeudi, la réaction était immédiate et générale : une heure de débrayage des 275 travailleurs pour commencer, suivie d'une demi-journée le vendredi, transformée, enfin, en 24 heures de grève aujourd'hui.

Sans doute la direction espérait-elle faire passer « les nécessités du service » dans l'indifférence et la passivité d'une période pré-électorale. A l'évidence, elle s'est trompée : les travailleurs et travailleuses de la SNEAP savent que de nombreuses mutations menacent, que des postes ont déjà été supprimés au CRL et que toute mutation est, en fait, liée à une suppression d'emploi, puisqu'il s'agit, bien souvent, de remplacer un départ à la retraite.

## Les machines démenagées LES DANONE LES MAINS VIDES

Les membres du commando de soixante nervis qui occupaient l'usine Gervais-Danone de Pont-de-Vivieux à Marseille depuis mardi dernier, après en avoir chassé les travailleurs qui, eux, occupaient depuis six mois, ont disparu dans la nuit de vendredi à samedi en démenageant le matériel et cassant tout ce qu'ils ne pouvaient emporter.

Marseille, de notre rédaction régionale

Riboud, PDG de BSN et Gervais-Danone, a donc récupéré ses machines et Paroutian, propriétaire des murs, va pouvoir prendre possession de son « bien ». Les travailleurs, eux, restent sur le carreau.

Toute « l'action » de la section CGT ou de l'union départementale a consisté à « exiger » du préfet qu'il empêche les nervis d'agir. Protestations verbales chaque jour plus véhémentes qui masquent mal une inaction réelle. La manifestation du milieu de semaine avait fait un tour dans le quartier sans qu'aucune riposte n'ait été proposée aux travailleurs

présents, puisque le discours de l'union départementale avait tourné autour de... l'actualisation du Programme commun. Les nervis et leurs employeurs pouvaient être tranquilles.

Ils ont d'ailleurs effectué leur « démenagement » en pleine nuit certes, mais au vu et au su de tout le monde, police patrouillant alentour, mais aussi sous les yeux de quelques journalistes et des guets que les Danone avaient mis en place. La semaine aura été bien amère pour eux qui n'avaient déjà pas besoin de ce handicap supplémentaire.

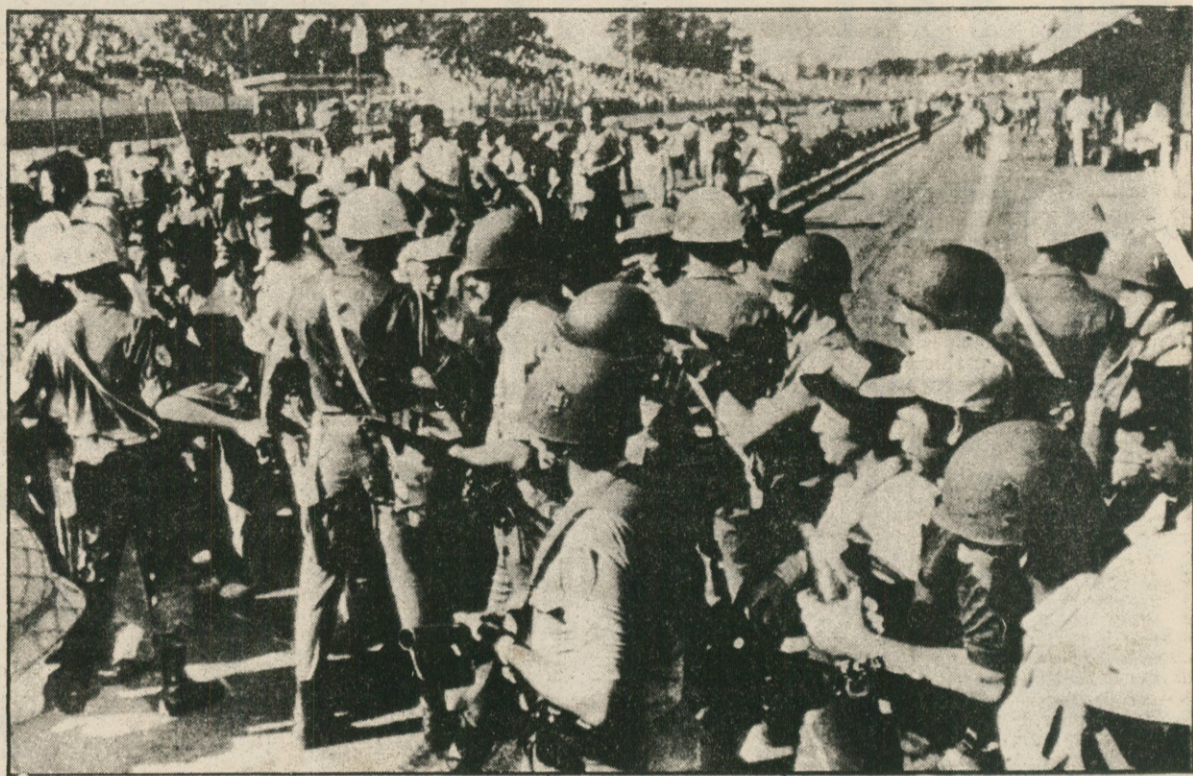
## Scènes de la vie quotidienne

### Les «délinquants» de la carte orange

Jeudi 19 janvier, gare Saint-Lazare, 8 h 15. Heure d'affluence s'il en est. Comme d'habitude, un cordon de «casquettes bleues» contrôle minutieusement les titres de transports des voyageurs. Parmi eux, un anonyme : François. Sans aucune raison apparente, il est interpellé à la sortie du quai par un contrôleur désireux de se saisir de sa carte orange. Trois autres contrôleurs viennent à la rescousse et voilà François entraîné de force dans le bureau de contrôle et, de surcroît, frappé ! Un mouvement de foule prend forme et suit les protagonistes de cette scène jusqu'au bureau.

Là, les «casquettes bleues» daignent expliquer à François qu'il se trouve en infraction vis-à-vis de la SNCF n'ayant pas reporté son numéro de carte orange sur son coupon mensuel ! Les agents de la SNCF n'étant sans doute pas suffisamment nombreux pour mater un aussi dangereux individu, pas moins de trois cars de police arrivent en renfort. Un officier de police s'enquiert aussitôt d'un éventuel témoin. André se présente mais, entraîné dans le bureau, il est accusé d'avoir cassé une vitre du bureau et d'être un affreux «agitateur» pour avoir ameuté les foules.

François et André sont conduits au commissariat de la gare où sont recueillies leurs dépositions et celles des agents de la SNCF. Ce fait divers se solde pour François, par une inculpation «d'outrage à agent de la SNCF et coup et blessures» et pour André, par une probable inculpation d'agitateur avec incitation au désordre et détérioration d'un local de la SNCF. Voilà, ce n'est pas un affreux cauchemar, c'est tout simplement une scène banale de la vie quotidienne. Mais François et André entendent bien se défendre : ils demandent à toute personne ayant assisté à la scène de prendre contact avec eux (deux témoins l'on déjà fait). Pour cela, écrivez au journal qui transmettra.



L'arrivée du grand prix d'Argentine de formule 1. Le vainqueur, Mario Andretti, est facilement reconnaissable : il est l'un des deux qui n'ont ni fusil ni casque, conduit « manu militari » vers le podium.

## Accusé de débaucher des mineurs

### UN INSTITUTEUR INTERDIT D'ECOLE

M. Vigneux, enseignant dans un CET de Saint-Leu-la-Forêt (Val-d'Oise), a été inculpé, mercredi dernier, d'«incitation de mineurs à la débauche et d'actes impudiques sur des mineurs de son sexe», par M. Vergès, juge d'instruction au tribunal de Pontoise. Il a, d'autre part, été placé sous contrôle judiciaire. Le motif de son inculpation ? En novembre dernier, cet instituteur a prêté une salle de classe à certains jeunes du CET afin qu'ils organisent une fête à l'occasion de l'anniversaire d'une de leurs amies. Certains d'entre eux sont restés toute la nuit dans les lieux et ont couché dans des duvets prêtés par Vigneux qui, lui, n'assistait pas à cette fête. Mais, après des «confidences» extorquées à quelques élèves par la surveillance générale de l'établissement, une plainte est déposée contre l'instituteur accusé d'avoir incité les jeunes à la débauche.

On l'accuse également d'avoir eu des «attouchements impudiques» avec deux jeunes garçons. Certes, ceux-ci se sont immédiatement rétractés après cette révélation arrachée au cours d'un interrogatoire «serré», mais cela n'empêche... Pourquoi un tel acharnement ? On s'in-

terroge à Saint-Leu, mais le fait que Vigneux connaisse assez bien le maire radical de gauche de cette ville laisse penser qu'il y a de la manœuvre politique dans l'air à quelques semaines des élections. Tenterait-on de se saisir de cette affaire montée de toute pièce (d'ailleurs Vigneux nie tout en bloc), pour arrondir les scores électoraux de la majorité, en l'occurrence ceux de Poniatowski.

Le juge d'instruction de Pontoise a, d'autre part, interdit à Vigneux toute activité professionnelle qui serait susceptible de le mettre en contact avec des mineurs. Cette décision prise, alors que le premier interrogatoire n'a pas encore eu lieu, est sans limite et peut ainsi durer plusieurs mois, le temps de l'instruction. Cette affaire se double donc d'une sorte d'interdiction professionnelle pour des faits qui n'ont cependant strictement aucun rapport avec la classe ou les élèves de Vigneux. Affaire créée artificiellement à partir d'aveux extorqués, interdiction d'exercer sa profession : voilà donc Vigneux déjà accusé avant que l'instruction ne commence véritablement...

D.C.

## La préparation de la Coupe du monde de football PARMI LES SOLDATS : LE CHAMPION

Les militaires qui tiennent sous leurs bottes l'Argentine ont l'air de beaucoup tenir à la «sécurité» des épreuves sportives qu'ils organisent. Le grand prix de formule 1, une course automobile courue la semaine dernière, fut le théâtre d'un éffarant encadrement militaire : chars, troupes à cheval, soldats armés jusqu'aux dents, fusils mitrailleurs en batterie, policiers à pied ou en motos de la police navale, auxiliaires féminines, chiens-loups. « Sous le soleil de Buenos Aires, trop de personnes en guise de chapeau portaient des casques kakis, et trop de mains se pressaient sur les détenteurs d'armes automatiques », note l'envoyé spécial de la très bourgeoise «Tribune de Lausanne».

L'essentiel est bien que l'épreuve ait lieu en Argentine. Les «péripiétés kakis» seront vite oubliées par une opinion spontanément plus préoccupée par le spectacle sportif qu'elle attend. Les militaires argentins l'ont compris et ils tiennent à ce que, pour des millions de supporters de la prochaine Coupe du monde de football, le nom de l'Argentine reste associé aux «émotions sportives» qu'ils auront vé-

cueus. Des photos, comme celles ci-dessus, des articles qui dénoncent la présence militaire, ses exactions, au milieu de beaucoup d'autres qui raconteront les matches, seront lus certainement, mais rapidement oubliés.

Par contre, le boycott interpellé vivement, touchant un point sensible à la fois de la dictature et des amateurs de football. Avec lui la restriction centrale est bien celle du régime politique argentin alors que les partisans de la participation en font une annexe qui ne sera qu'une caution démocratique : laissez-nous aller en Argentine et c'est promis, on vous fera des articles sur la dictature.

Amnesty International (section belge) vient de lancer un appel où il rappelle que les Jeux olympiques de Berlin en 1936 avaient constitué une formidable promotion pour le nazisme. Le PCF, partisan en France de la participation au «Mundial», semble l'avoir oublié, comme il semble avoir oublié que l'URSS, au cours des qualifications pour le précédent avait boycotté son match contre le Chili. C'était au lendemain du coup d'Etat de Pinochet.

Marek Halter expliquait dans nos colonnes que l'attitude du PCF était certainement due à la préoccupation de ne pas créer un précédent car en 1980 c'est à Moscou que les Jeux olympiques auront lieu. Les droits de l'homme y souffrent aussi, le PCF le reconnaît, mais, ayant refusé le boycott de l'Argentine, il sera fort pour refuser celui de Moscou.

Le problème se pose d'autant plus qu'on vient d'apprendre que le comité olympique soviétique a demandé qu'on évite d'accréditer les journalistes hostiles «à l'esprit de paix». Là non plus, on n'attend pas le dernier moment pour prendre des précautions.

David Freiman

### Soutien financier

Le Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football (COBA) lance un appel au soutien financier. Adressez vos dons au COBA, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris (chèques à l'ordre de C. nièle Dardour).

## femmes

### Le mariage, une marchandise comme les autres

### Le troisième salon du mariage ferme ses portes

Heureusement pour les industriels du mariage, les traditions ne se perdent pas. Bien que 35% des couples vivent ensemble avant de se marier, ce sont 385 000 mariages qui ont été enregistrés en 1976. Et pour le plus grand profit des exposants, ce sont plus de deux couples sur trois qui se sont mariés à l'église. En effet, la «robe longue et blanche» reste la tenue de rigueur pour ces mariées. Elle ne coûte pas moins de 550 F, son prix moyen est de 1500 F et peut aller jusqu'à 4000 F. Question de classe !

Mais bien d'autres commerçants, en dehors de Pronuptia profitent de manière exceptionnelle de cette «cérémonie exceptionnelle». Ce sont les traiteurs, les agences de voyage, les joailliers, les photographes, les marchands de meubles, les orfèvres...

Parmi les exposants, il y a aussi les notaires pour conseiller sur les multiples formes du contrat de mariage. Les agences matrimoniales sont en bonne place. Même le ministère de la Justice a un stand. Signe des temps, outre ses brochures gratuites sur les «droits, devoirs et

obligations respectifs des époux», il diffuse un petit résumé sur les droits des femmes.

Autre signe des temps, entre les défilés de mode et les tombolas, sont prévues des conférences sur la contraception.

Mais semble-t-il, cette année, le Salon du mariage est morose. Peu de clients. Un exposant disait vendredi : «Depuis deux jours que je suis là, je n'ai pas vu un rat !»

La crise économique pèserait-elle sur les traditions ? Une intervention des groupes femmes aurait peut-être animé un peu ce salon, symbole d'oppression.

Coincidence qui ne doit pas être du goût des organisateurs, le cinéma à côté du Salon du mariage projette en ce moment «l'Amour violé».

• Plusieurs camarades nous ont téléphoné hier dimanche en critiquant violemment le dessin qui illustrait l'article sur la pédophilie publié samedi.

Nous y reviendrons demain, après discussion avec les camarades qui l'ont dessiné et passé.

### Aujourd'hui au Mans, procès en assises de deux engagés QUAND L'ARMEE LEGALISE LE VIOL

Aujourd'hui, devant la cour d'assises du Mans, deux militaires engagés appartenant au 2<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de marine du camp d'Auvours seront jugés pour avoir violé une mineure. Les faits remontent à la nuit du 4 au 5 avril 1977, le 7, les deux soldats sont identifiés et placés sous mandat de dépôt.

Le 13 avril, dans son rapport, le colonel Loriou, commandant par intérim du 2<sup>e</sup> RIMA, après avoir noté que le corps «dispose de peu de renseignements pour déterminer les responsabilités», entend de donner quelques «précisions».

«La plainte a été déposée par la mère de la victime deux jours après les faits, vraisemblablement dans l'espoir d'obtenir des dommages et intérêts ;

— la rencontre a eu lieu vers 2 heures du matin et la jeune fille est montée de son plein gré dans la voiture du caporal-chef... ;

— un arrêt dans une station service a eu lieu avant le soi-disant viol, donnant ainsi une chance à la jeune fille de s'échapper ;

— les deux militaires ont avoué avoir eu des relations sexuelles avec la jeune fille. Mais celle-ci fait état

de menaces alors qu'il n'y a aucune trace de strangulation (...)

Si quelque chose de «précis» ressort de ces lignes ignominieuses, c'est bien le mépris de ce responsable militaire pour les femmes et derrière lui celui de la société toute entière. Pour l'armée, une fille qui se promène à 2 heures du matin ne doit pas s'étonner d'être «soi-disant violée».

De quoi se plaint-elle puisqu'elle n'a pas été étranglée ? ! Triste fantasme bien militaire en tout cas — que celui qui jaillit de ces quelques lignes ! Triste vision de choses que celle qui prétend déterminer les «responsabilités» entre le violeur et la victime !

Le commandant du 2<sup>e</sup> RIMA avant de noter la discrétion de la presse régionale («Ouest-France», «le Maine libre») sur «les faits», précise que «l'enquête de moralité, aussi bien sur la jeune fille que sur les deux militaires, permettra peut-être de correctionnaliser cette affaire...»

Une dernière précision, fournie naïvement par le chef de corps, les soldats incriminés, ont l'un comme l'autre effectué un long séjour en

Afrique, le premier au Tchad, le second au Gabon, dans les rangs du 6<sup>e</sup> RIAOM. Par ailleurs, le 2<sup>e</sup> RIMA appartient à la force extérieure d'intervention. On a l'encadrement que l'on mérite.

Patrick Mars

### MEETING SUR L'AVORTEMENT LE 5 FEVRIER

Pour préparer le meeting sur l'avortement du 5 février à la Mutualité la commission avortement-contraception annonce une réunion de travail pour lundi 23 janvier à 19 h au local du MLAC : 34, rue Vieille-du-Temple 75004 Paris, tél. 278.70.38, objet de cette réunion : préparation d'un tract, discussion du contenu des interventions, préparation des forums. Toutes les commissions sont par ailleurs invitées à y déléguer au moins une camarade pour coordonner le travail.

Les affiches pour le meeting pourront être prises à partir de mercredi au local du MLAC. Permanences : mercredi, vendredi, lundi de 18 h à 21 h.

Enfin une assemblée générale des groupes est annoncée pour le samedi 28 à 14 h à Jussieu pour une dernière mise au point avant le meeting.

# Livres d'hommes sur des femmes



C'est de manière fortuite que se trouvent réunis ici deux auteurs qui n'ont en commun que d'avoir mis en scène des femmes dans leurs romans. Entre Lady Chatterley et Kate Wüllner, piégées toutes deux par leur milieu social et leur mariage, également frustrées et méconnues, on pourrait sans doute découvrir bien des similitudes, mais ce qui est le plus intéressant, c'est de mesurer l'abîme qui sépare les deux auteurs. Pour Lawrence, aucune autre « libération des femmes » que dans la libération d'une sexualité exclusivement phallique, qui leur assigne un statut de créatures passives et soumises. Il décrète, lui, que là est leur salut. Pour Hartling, rien de tel. Il ne prophétise pas, il relate. La lutte longue, difficile, ponctuée d'échecs, d'une femme pour prendre sa vie en main.

## D. H. Lawrence : Avatars d'un rêve de puissance phallique

Etrange personnage que D.H. Lawrence, dont les romans firent scandale en son temps. N'y prêchait-il pas, contre une société puritaine, hypocrite, inhumaine et qui sentait la mort, la libération du corps, du sexe, du langage, une mystique de la nature, de la santé, de la vie ? (1) Mais, voilà si Lawrence détestait les bourgeois, et prétendait, en fils de mineur sorti du rang, bousculer les stratifications sociales, c'était pour prôner une théorie plutôt douteuse de l'« aristocratie naturelle » qu'il opposait au « bolchevisme », et s'il partait en guerre avec véhémence contre l'étouffement du corps et de la sexualité, c'était pour prophétiser le triomphe du sacro-saint phallus, en un temps où les suffragettes venaient d'ébranler l'Angleterre.

Alors, pourquoi y revenir ? D'autant que Kate Millet a magistralement dénoncé déjà sa phallocratie (au sens le plus littéral du terme), son extrême confusion politique, ses délires plus ou moins mégalomaniques (2)... Vient de paraître une version inédite de « l'Amant de Lady Chatterley » (3), où l'on découvre avec surprise plus de tendresse que d'arrogance virile, plus d'ambiguïté que d'affirmations péremptoires. Un roman attachant, où le « message » de l'auteur est moins pesant, moins ostensible que dans les autres. De quoi s'y arrêter, ma foi...

pas songé, cette fois, à la rabaisser et à l'humilier comme c'est le cas de ses autres héroïnes.

On n'échappe certes pas au messianisme phallique de Lawrence, et Constance s'exclame quelque part que c'est par le pénis qu'elle entre en relation avec les étoiles, mais son corps, son désir à elle ne sont pas aussi magistralement niés qu'en d'autres romans, tandis que Parkin est bien loin des super-mâles outrecuidants que sont, par exemple, les Ramon et Cipriano du *Serpent à plumes*. Par bien des traits, pudeur, retenue, tendresse, amertume, désarroi, le garde-chasse échappe aux critères de virilité propres à l'au-

teur. Aussi peut-on se laisser prendre à ce qui, épuré du fatras prophétique de Lawrence, demeure, comme on dit, « une belle histoire d'amour », tragique comme il se doit, difficile à vivre, infiniment complexe, entre deux humiliés, la châtelaine et le prolétaire.

Peut-être est-ce la raison pour laquelle Lawrence n'a pas cru bon de publier cette version-ci. D'une certaine manière, Constance Chatterley s'y libère plus de ses carcans sociaux, de l'emprise de son mari, qu'elle ne s'y assujettit au garde-chasse, qui n'a d'ailleurs, de son propre aveu, nulle intention de « faire la loi ».

sage » est beaucoup moins limpide, mais c'est de loin le meilleur roman de l'auteur.

Léa Chapignac

Autrement dit, le « mes-

Dans le *Serpent à plumes*, les choses sont claires : Kate, veuve, indépendante, abdique peu à peu toute liberté de pensée, toute autonomie entre les mains de son seigneur et maître, lui-même « bras droit » d'un individu qui prétend régénérer le Mexique en se donnant pour Quetzalcoatl vivant (4). Histoire d'opposer un contrefeu à la pourriture occidentale (l'américanisme est pis encore que le bolchevisme) par la restauration d'une mystique où les « vrais hommes » seraient enfin reconnus, et les femmes remises à leur place : compagnes effacées et dociles, d'une passivité absolue.

se triste existence ! A son contact — plutôt brutal — elle comprendra à quel point elle s'était fourvoyée, en découvrant les vertiges de l'orgasme — pas le sien, celui de Mellors. Il ne sied pas plus aux femmes de jouir pour elles mêmes que de se mêler d'art ou de politique. Pour Mellors, Constance est « un bon petit con », et c'est tout ce qu'on lui demande. L'essence de sa libération et de la féminité se résume dans l'adoration éperdue de l'organe mâle en érection.

Ce n'est donc pas sans a priori que j'ai abordé la lecture de *Lady Chatterley et l'homme des bois*. Lawrence s'y reprinted par trois fois, entre 1926 et 1928, pour écrire son œuvre maîtresse. On y retrouve, bien entendu, l'ensemble de ses fantasmes et de ses idées fixes. Le culte phallique, l'omniprésence de la nature, un souverain mépris de la « femme moderne », la thèse brumeuse de l'aristocratie naturelle. La trame du roman est sensiblement identique à celle de la version définitive.

Mais voilà, alors que l'*Amant de Lady Chatterley* — comme les autres romans de Lawrence — est un livre pesamment didactique, où les personnages ne sont que prétextes à faire passer ses obsessions, où l'intrigue est passablement rocambollesque, où prolifèrent les dissertations fastidieuses sur les classes sociales, l'amour et les femmes, *Lady Chatterley et l'homme des bois* est à la fois plus sobre et plus fouillé, moins prétentieux et infiniment plus riche.

Le « roman psychologique » est un genre qui a veilli, et ce roman, à ce titre, est un peu « rétro », cependant il réussit souvent à toucher, à émouvoir, ce que ne font pas ses autres œuvres, dont l'évidente phallocratie est devenue odieuse et irrecevable. *Lady Chatterley* y fait toujours figure de jeune femme aussi « émanicipée » qu'on pouvait l'être, avant qu'elle n'ait épousé Clifford. Mais cet aspect est plus effacé que dans la version définitive. Ici elle est avant tout une femme frustrée, piégée sur tous les plans.

Prisonnière sans espoir d'un homme que son infirmité a rendu de plus en plus amer et cynique, débordant d'une haine implacable de possédant à l'égard de ses ouvriers, par laquelle il compense son impuissance physique. Désespéré, au bord de l'effondrement, il ne reste d'autre recours à Constance que de longues promenades solitaires dans la luxuriance de la forêt.

C'est alors qu'intervient Parkin, le garde-chasse. Contrairement au Mellors de la dernière version, il n'a aucune prestance physique, aucune arrogance, aucun vernis culturel. Blessé par la vie, solitaire, amer, détenteur du phallus mais comme malgré lui, Parkin ne songe pas à se soumettre purement et simplement Constance. Leur relation est faite d'infiniment de tendresse, et ne se réduit pas à l'apologie du sexe. Beaucoup plus complexe, elle sonne, du coup, beaucoup plus « juste », comme si l'auteur, à s'identifier à Constance dans son amour pour Parkin, n'avait

CHASSE GARDEE

UN AMANT DE LADY CHATTERLEY S'EST PERDU DANS LE DÉCOR. SAUREZ-VOUS LE RETROUVER??

① VERT ② BLEU ③ ROSE ④ GRIS  
⑤ MARRON ⑥ NOIR ⑦ JAUNE...  
A VOS COULEURS DE COULEUR...

LES DES  
ILLUSTRATIONS  
QU'IL FAUT FAIRE  
TÉLÉPHONER  
CERTAINES PRÉCAUTIONS

## Une vie pour presque rien

Née en 1902 près de Dresde, Katharina Wülfner termine ses jours en 1970, dans une maison de retraite où sa famille l'a reléguée pour se débarrasser d'elle. Ce sont ces trois quarts de siècle d'une vie étouffée, d'une vie qu'on a volée à Katharina qui constituent la trame du dernier roman de Peter Härtling, *Une femme*. Roman classique dans sa forme, simple et linéaire, fort émouvant, qui restitue admirablement une trajectoire faite de potentialités, de richesses gâchées, tuées au fil du quotidien, d'élans brisés, d'amours déçues ou décevantes, de tentatives d'évasion toujours avortées.

De son enfance, Katharina garde une image heureuse, celle d'un jardin, d'une maison, elle fait « une île » de cet « endroit perdu dans une époque perdue ». Mais ce décor, celui d'une famille bourgeoise, a son revers, elle ne tardera pas à en faire l'expérience. Amoureuse à quinze ans d'un

jeune mythomane avec lequel elle s'enfuit et qui la plante là, elle essaie une nouvelle fois de s'évader de son milieu en fréquentant un cercle de jeunes révolutionnaires, mais elle n'entend pas grand chose à ce qui se discute, et elle passe à côté de l'effervescence révolutionnaire de l'Allemagne des années 1918-1920. Elle y rencontrera cependant un homme Skodelrak, anarchiste, qu'elle retrouvera des années plus tard, ex-officier nazi, et dont l'image la hantera sa vie durant.

Abandonnée par lui, elle n'aura d'autre recours que de revenir dans le giron de sa classe d'origine, de tomber dans les pièges de la vie conjugale, de la maternité, de se couler dans l'image de l'épouse du patron, de la bonne maîtresse de maison. Mais Katharina étouffe dans ce rôle, y étouffe d'autant plus qu'elle ne supporte pas l'antisémitisme, le chauvinisme, le cynisme repu de ceux qu'elle est contrainte de fréquenter.

Aussi tente-t-elle, par tous les biais dont elle dispose, de sortir du rôle qui lui est dévolu. Elle tient salon, essaie de rejoindre les ouvriers de l'entreprise de son mari, de ne pas se laisser englober par sa vie conjugale si peu satisfaisante, mais elle bute vite contre tous les obstacles que lui créent son statut social. La guerre lui enlèvera son oncle, le seul individu dont elle soit comprise, son mari, un de ses fils, sa position.

Ouvrière, puis secrétaire, rejetée et méprisée par ses enfants, elle trouvera un second souffle en « adoptant » un petit-fils, au contact duquel elle côtoiera les révoltes qu'elle n'a fait qu'entrevoir dans sa jeunesse. Elle s'en ira, vieille femme, manifester avec lui, mais il est trop tard. « Vous n'obtiendrez rien, dit-elle à Achim, vous perdrez tout. Une seule manifestation l'avait déjà découragée. Toute sa vie, elle avait, et elle savait qu'Achim ne la comprendrait pas, redouté l'hom-

me qu'une haine commandée rendait aveugle à son semblable. Cela n'avait sans doute rien à voir avec la politique. Non, dit Achim »

Rien à voir ?

Il faut lire ce livre, cette chronique d'une vie passive, insupportablement frustrée, immobile, sauf au moment d'une vieillesse qui lui valut d'être exclue par ses enfants en qui elle ne se reconnaissait pas, qui la pensaient « folle » et qu'elle partagea entre son petit-fils et un amant vieillissant comme elle, ex-officier nazi, qui sans doute ne la comprit guère mais lui assura une tendresse fidèle. Malgré tout, ce livre, très sobre, nous laisse le sentiment amer d'une vie pour rien, d'une prise de conscience difficile, douloureuse de n'avoir pu se concrétiser que bien tard.

Lea Chapignac

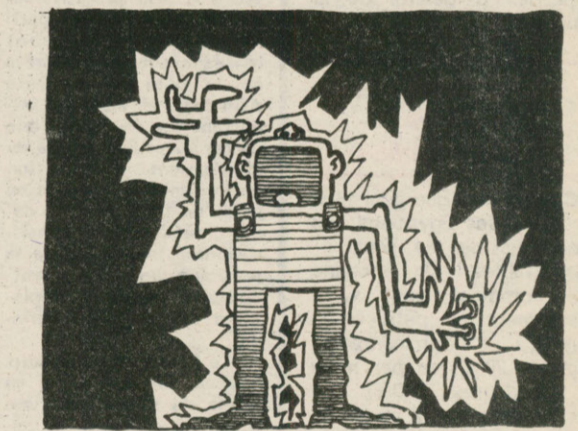
• « Une femme », de Peter Härtling chez Flammarion.



## télévision



- 13.00 Journal
- 13.50 Restez donc avec nous
- 18.00 A la bonne heure
- 18.25 Pour les jeunes
- 18.55 L'accusée (feuilleton)
- 19.15 Une minute pour les femmes
- 19.20 Actualité régionale
- 19.40 Eh bien raconte
- 20.00 Journal
- 20.30 Rosemary's baby  
Un film américain de Roman Polansky (1968)  
Désormais un classique. Ce film sera suivi d'un débat sur « possession et envoûtement ».
- 23.00 Journal
- 14.00 Aujourd'hui madame
- 15.00 Mannix (série américaine)
- 15.55 Aujourd'hui magazine
- 17.55 Fenêtre sur  
Martin Luther King.
- 18.25 Dorothee et ses amis
- 18.40 C'est la vie
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Les six jours d'A 2.



- 20.00 Journal
- 20.30 La tête et les jambes
- 21.35 Racines (troisième épisode)
- 22.25 Bande à part  
La vie des strip-teaseuses. Une très beau film enquête.
- 22.55 Journal



- 18.35 Pour la jeunesse
- 19.05 Télévision régionale
- 19.40 Tribune libre  
Le Club pour le nouveau contrat social.
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Le Cardinal, un film américain d'Otto Preminger (1963)  
Un film fleuve, contre toutes les intolérances.
- 23.20 Journal

## science-fiction

Après la revue *Galaxie*, c'est la quasi-totalité des productions de la maison Opta qui disparaissent. Cette chute était prévisible depuis longtemps. Naufrage d'autant plus dur que, la crise et les requins des grandes maisons d'édition ayant pour une fois bon dos, il est en grande partie dû au funambulisme financier de ses dirigeants et à leur incapacité de gérer une maison qui a eu entre les mains le fond de livres le plus riche que l'on puisse imaginer en la matière. Il est navrant de voir disparaître cet admirable instrument de connaissance de la SF qu'avait été Opta durant de très longues années. Il est encore plus affligeant de savoir qu'il a été saboté par sa direction.

Seule échappe à la submersion la revue *Fiction* (et la revue de cinéma *Positif*). Sous la houlette d'un nouveau rédacteur en chef (n'est-il pas d'usage d'ajouter « jeune » et « dynamique » ?) elle aura sans doute fort à faire pour trouver sa juste place au travers de la crise et des crises qui bousculent la SF française aujourd'hui. La livraison de janvier va à la bataille de manière très véhémente contre la « nouvelle SF ». Nous avons à différentes reprises parlé de ce phénomène en marquant la méfiance que devait inspirer cette « école » qui transforme en regard de myope la volonté d'avoir les yeux bien ouverts sur la réalité politico-sociale immédiate. Ni la réalité ni la fiction n'en sortent subverties alors qu'est délaissée par principe la violence subversive de l'imaginaire. Au point où en sont les choses on voit venir l'affrontement entre deux

sectarismes bloquant sinon un « débat » qui n'existe pas, du moins les mutations nécessaires.

Le premier numéro de la revue *Alerte* (1), dirigée par Bernard Blanc et à laquelle prêtent leur concours tout ce qu'il y a de jeunes — et de moins jeunes — turcs dans la SF française récidive dans l'affirmation d'un projet de fiction politique et de politique-fiction qui est en soi très positif (encore que limité et déjà en voie de crispation) mais récidive aussi dans son incapacité globale à produire un seul texte pouvant défendre et illustrer ce projet. Est-il en même temps possible d'écrire et le refuser ? Ce n'est pas que les nouvelles rassemblées soient « mauvaises », qu'elles soient « mal écrites » (au demeurant, il s'agit là de critères un peu scolaires pour qu'ils nous retiennent principalement), mais elles sont dans l'ensemble indifférentes au projet même qui les suscite.

La production d'une littérature conçue plus ou moins comme activité militante, comme activité d'intervention sur le « réel » (le désormais trop fameux « en prise directe sur... ») arrive à ce résultat paradoxal qu'elle s'autocensure en tant que littérature réintroduisant un positivisme désuet qui en retour gomme et efface l'objet de son intervention. Ceci dit, *Alerte* (de même que les anthologies de la même série) constitue une expérience qui doit continuer. Malgré son automutilation actuelle, elle représente certainement l'un des rares canaux par quoi passera le nécessaire renouvellement de la SF française.

### Viansson-Ponté et la SF...

Pierre Viansson-Ponté est très certainement un homme cultivé, fin, intelligent et tout. La moindre des choses pour l'un des piliers du *Monde*. En en conviendra. En

date du 15/16 janvier (1978, pas 1950) il n'y va pas par quatre chemins pour faire bénéficier ses lecteurs de ses sentiments sur la SF : « Enfin, un ouvrage de SF qui ne s'encombre pas de la quincaillerie spatiale des Tarzans robotisés habituellement de rigueur... Enfin, un roman de science et de politique-fiction dont l'auteur est un écrivain, un vrai... » On ne va pas s'étendre. Un petit peu quand même.

Périodiquement, parmi les voix les plus autorisées de l'intelligentsia, s'élève ce genre de petit discours débile et régressif : premièrement la SF c'est de la merde ; deuxièmement, elle est écrite par des cochons ; troisièmement passons donc à des choses plus sérieuses. Le refus de lire de la SF n'est bien sûr pas innocent. Gérard Klein a démontré (2), comment et pourquoi la SF était dissoute, niée, refoulée par les représentants de la culture dominante : « Dénégation de la possibilité pour un autre groupe social que le groupe politique et culturel dominant de produire et de diffuser des valeurs. » Résultat : moins on lit plus on s'affirme capable d'en parler. Viansson-Ponté vient de rendre un fier service aux écrivains français (aux écrivains pas aux trafiquants de ratatouille) qui malgré tout persistent à écrire de la SF et on le droit de n'être pas pris pour des imbéciles par des gens qui refusent de les lire et influencent l'opinion.

### Deux livres

Ce qui suit est donc dédié à monsieur P.V.P. L'heureuse conjonction des éditions et des rééditions de décembre et janvier vient sonner l'heure des maîtres. L'un des auteurs les plus sophistiqués de la SF anglo-saxonne, Samuel Delany pour tout dire, vient avec *Triton* (3) d'accoucher d'une autre dimension de la SF. Un livre somme qui à lui seul (mais non sans se souvenir d'un

certain nombre d'acquis et d'un certain nombre de murmures qui, ça et là, balancent et lézardent) fonde et illustre cet idée décidément plus neuve qu'il n'y paraît qu'il n'y a de différence (romanesque et littéraire) que dans la complexité (romanesque et littéraire). Si la SF est depuis toujours l'apprentissage de l'une et de l'autre, il fallait un poète pour donner corps à cette certitude et il fallait à Delany l'audace du gigantisme (même un peu brouillon et inachevé) pour mener à bien ce grand livres aux multiples métamorphoses.

*Génocides* (4) fut en 1965 l'un des romans qui marquèrent avec le plus d'intensité le renouvellement de la SF américaine. Thomas Disch en choisissant l'antimisme, l'effacement, l'écriture contre le spectaculaire et l'image-choc renflouait l'un des thèmes les plus vieux de la SF. L'ensemencement de la Terre par quelque agriculteur cosmique condamne les parasites : la destruction instaurée en système. Encore, dira-t-on ! Mais (J.-G. Ballard, aussi...) cet encore-là ne se contente pas de décrire l'extinction de l'espèce humaine comme une catastrophe à ajouter aux précédentes. Disch présente les choses un peu différemment et c'est la force seule de l'écriture qui renouvelle le thème. Etant donné que l'homme est condamné à disparaître, comment rendre compte de ce phénomène ? Au lieu de décrire une catastrophe, Disch ajuste sa fiction aux plus petits dénominateurs communs : gestes, voix, regards, mouvements, paroles qui ponctuent lentement, anonymement presque, dans un grand souffle silencieux, le cours de l'irréversible destin.

Piotr Gourmandisch

- (1) Kesselring
- (2) Europe 580/581
- (3) Calmann-Lévy
- (4) Robert Laffont

## A BOUT DE SOUFFLE

Alors que les pourparlers israélo-égyptiens sont dans l'impasse, nous présentons à partir d'aujourd'hui une série d'articles faisant le point de la situation en Egypte après la rencontre Sadate-Begin d'Ismaïlia. Ces articles ont été réalisés par Sanaa Lefti, sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale et Andreas Dugrandin, membre du comité de rédaction de « Commune », l'hebdomadaire des CCA, à la suite d'un voyage effectué en Egypte en décembre 1977-janvier 1978.

Le Caire, le 10 janvier 1978.

De retour au Caire, on est saisi par un vent venu d'ailleurs. Vent d'ouest sans doute, comme en témoignent les noms des nouvelles sociétés, banques, chaînes d'hôtels, installés dans la capitale. Et puis, vent tout court qui s'accompagne de pluies diluviennes. Le temps est détraqué : « C'est à cause du barrage d'Assouan, construit par les Soviétiques, et dont la liste des méfaits s'allonge jour après jour : plus de crues, plus de limon ; plus de soleil, de nouvelles maladies qui se propagent à partir des eaux stagnantes du lac Nasser », explique-t-on ici. Fini le bel exotisme. En attendant, les eaux du ciel viennent alimenter celles de la remontée des égouts dont l'installation date de la colonisation anglaise, transformant le Caire en un immense marécage. Le délabrement des services publics (prévus pour une ville de trois millions d'habitants alors que Le Caire en compte dix) s'accroît : plusieurs milliers de lignes téléphoniques sont noyées dans la tourmente. Les lamentations de la bourgeoisie cairote, réduite au téléphone arabe, s'amplifient. Les rues du Caire empoisonnées sont devenues impraticables. Mais, sous les bannières à présent délavées des rues Kasr El Nil et Talaat Harb tendues en l'honneur du « messager de la paix », les carrosseries des nouvelles voitures importées ou immatriculées dans les pays du Golfe étincellent. Comme quoi la crise n'est pas aussi générale qu'on veut bien le dire... « L'ouverture économique » a bien profité à certains : 2 % de la population égyptienne, 5 % pour être large, nous ont affirmé les dirigeants de la gauche.

### Des conditions de vie insupportables

C'est-à-dire que pour plus de 95 % des Egyptiens, les conditions de vie sont insupportables. On imagine mal comment peut vivre décemment un petit fonctionnaire d'administration gagnant 20 livres par mois (à peu près 200 F), un ouvrier gagnant 12 livres, ou même un assistant à la faculté gagnant 27 livres, alors que le kilo de viande atteint 2 livres et demie, le prix d'un paquet de Cleopatra (les cigarettes locales) 26 piastres. Sans parler du prix de location d'un appartement qui peut atteindre jusqu'à 2 000 livres (deux millions d'anciens francs) par mois dans les beaux quartiers. Il n'y a pratiquement pas eu d'ajustement des salaires alors que l'inflation est de 40 % par an. Marché noir, corruption, régime institutionnalisé du bakchich à petite et grande échelle, vont bon train. L'hémorragie de main-d'œuvre qualifiée, qui englobe d'ailleurs toutes les

professions (médecins, ingénieurs, enseignants, et jusqu'aux acteurs de cinéma) prend des proportions dramatiques. L'ouverture économique a, dans les faits, signifié le blocage de tout investissement productif au profit des investissements improductifs, particulièrement la spéculation immobilière (le prix du mètre carré de terrain à Zamalek, quartier chic du Caire, est supérieur à celui pratiqué à Neuilly, dans un pays où le SMIC équivaut à 120 F). Le secteur public est petit à petit démantelé au profit du secteur privé, les biens séquestrés du temps de Nasser rendus à leurs propriétaires, dans les campagnes se développent des exploitations de type capitaliste. « Occasion » — l'Egypte vendue, l'Egypte soldée — c'était, l'année dernière, le titre d'une pièce de théâtre à grand succès qui dénonçait les aspects les plus scandaleux de l'« Infitah » (« ouverture »).

### Demain la paix, après-demain la prospérité

C'est dans ces conditions

### LE WALD, UNE SOLUTION DE RECHANGE BOURGEOISE ?

Le Wafd est une organisation qui a vu le jour après la révolution de 1919. Simple délégation de notables bourgeois, au départ (« Wafd » signifie en arabe « délégués »), réclament pour l'Egypte un statut indépendant ; le Wafd a pris progressivement l'allure d'un parti nationaliste puissant représentant les intérêts de la bourgeoisie. Doté d'un appareil électoral important il a été susceptible de canaliser l'ensemble du mouvement d'opposition antibritannique égyptien jusqu'en 1952 dans un cadre réformiste constitutionnel (en témoigne la participation des wafdistes à plusieurs ministères durant cette période).

Le Wafd, dissous sous Nasser, est aujourd'hui en passe de se reconstituer. Il ne lui manque actuellement qu'un aval officiel. Cette reconstitution a été annoncée deux jours après la visite de Carter à Assouan, et l'on pense généralement au Caire qu'il est patronné par les Américains et les saoudiens. Doté d'une façade libérale et plus intègre que l'actuel gouvernement égyptien, il constituerait un partenaire plus présentable de l'impérialisme US depuis que Carter est parti en bataille pour la moralisation de la vie politique internationale. Il n'est nullement exclu dans ces conditions que le Wafd soit intégré à une solution de rechange centrée à l'actuel régime de Sadate.



qu'on peut comprendre l'espoir illusoire suscité par l'initiative Sadate, qui s'est imposée comme la dernière chance de tirer l'Egypte du marasme économique. Ici, la justification économique l'emporte sur toute considération politique : « Demain la paix, après-demain la prospérité ». Le budget de guerre a grévé l'économie nationale, « à présent, il s'agit de penser à nous », répètent les cairotes. C'est le raisonnement même que nous a tenu l'écrivain Tewfik El Hakim, assurant en outre que la paix permettra d'instaurer en Egypte une véritable démocratie, jusqu'ici empêchée sous le prétexte de la contradiction principale avec Israël. Pour expliquer la faiblesse des réactions négatives à l'initiative Sadate, même après Ismaïlia, il ne faut pas non plus sous-estimer le facteur de démobilisation, voire de dépolitisation, qu'ont constitué quinze ans de répression, de censure, de parti unique sous le régime nassérien. Sinon on s'interdit de comprendre la rapidité avec laquelle le régime actuel a pu, sur le plan idéologique, faire voler en éclat toutes les références au panarabisme, à l'anti-impérialisme, sans parler de l'amitié égypto-soviétique. Au panarabisme, la « kawmeya 'arabiya », qui abreuvaient les programmes d'enseignement secondaire sous Nasser, s'est substitué un sentiment d'hostilité, pour ne pas dire de racisme à l'égard des autres pays arabes, formant le « triste » front du refus. Dans les articles de Al Ahrâm, on a pu lire des tentatives d'interprétation des réactions des pays du refus se référant à la classification psychanalytique des troubles mentaux. Dans le meilleur des cas, on les traite comme le fait Louis Awad, journaliste et écrivain, auteur d'un article intitulé : « Une vision gauchiste de la paix ! », « d'écoliers qui font l'école buissonnière », « d'illettrés sans histoire ni culture ».

Ce racisme atteint en

premier lieu les Palestiniens. On ricane en parlant des deux immeubles que possédait Yasser Arafat à Héliopolis, et l'épicier palestinien remplace avantageusement l'épicier juif de l'antisémitisme européen. En bref, si les Palestiniens s'opposent à l'initiative Sadate c'est qu'il tiraient des privilèges de leur situation de réfugiés.

### L'isolement de Sadate

La formidable campagne d'intoxication orchestrée par le régime a permis de retarder pour un temps encore l'explosion des mouvements sociaux. Janvier est à l'Egypte ce que mai-juin est à la France : le mois chaud. C'est en janvier 1972 qu'eut lieu le mouvement étudiant, en janvier 1977 qu'éclatèrent les émeutes populaires. Sadate a joué sa dernière carte, mais sa marge de manœuvre est des plus limitée. Il s'est volontairement coupé de ses partenaires traditionnels dans le monde arabe. L'Arabie Saoudite, qui s'oppose à l'initiative, n'a pas été prévenue de projet de voyage à Jérusalem. Ceci renforce l'opinion selon laquelle Sadate aurait agi seul, sans en référer aux Américains dont les Saoudiens sont les alliés privilégiés dans la région. Et même Hussein, dont on sait le peu d'attachement à la cause palestinienne, n'a pas jugé bon de cautionner par sa présence la conférence du Caire. Dans ces conditions, et dans la mesure où les Israéliens ne se prêtent à aucune concession, Sadate est obligé de mettre de l'eau dans son vin. Un lâchage par trop éhonté de la cause palestinienne mettrait son pouvoir en péril. D'où un certain durcissement des positions égyptiennes.

Dans l'immédiat le « show » doit continuer afin d'alimenter le répit que compte se donner le classe dirigeante égyptienne. Assouan n'a jamais vu dé-

filer autant de chefs d'Etat : Carter, Schmidt, le shah d'Iran, et un ballet bien réglé de ministres et d'experts va s'organiser entre Le Caire et Jérusalem, siège des sommations militaires et politiques. Les acteurs seront au

rendez-vous, mais pour quel nouveau spectacle ?

Sanaa Lotfi et Andréas Dugrandin

Demain : Le mouvement ouvrier égyptien à l'heure d'Ismaïlia

### L'Egypte dans le jeu de l'impérialisme US au Moyen-Orient

La stratégie américaine, telle qu'elle est pratiquée depuis plus de cinq ans, consiste à intervenir dans la région par l'intermédiaire de ses trois grands alliés : Israël, l'Iran et l'Arabie saoudite. On a ainsi vu l'Iran, qui dispose de la deuxième armée de la région (après Israël) démontrer sa capacité à jouer ce rôle dans le Golfe, lors de ses interventions au Dhofar et lorsque les troupes du shah occupèrent les îlots d'Ormuz. Dans le partage des tâches établi par les USA, l'Arabie saoudite s'acquitte du contrôle de la mer Rouge, principale route pétrolière. Enfin, Israël joue, en dehors du Proche-Orient, un rôle qui va sans cesse s'accroissant en Afrique. L'opération d'Entebbe a mis en évidence, de façon spectaculaire ses capacités d'intervention sur de longues distances. Mais tout cela ne va pas sans tiraillement, l'Arabie saoudite — par exemple — voyant d'un mauvais œil l'Iran empiéter sur sa propre zone stratégique. Or il est de plus en plus évident, compte tenu du processus révolutionnaire en cours, marqué par l'effondrement de l'empire colonial portugais et la situation dans la corne de l'Afrique, que la stratégie US se recentre actuellement sur le continent africain. Pour ce faire, une relative stabilisation au Proche-Orient est nécessaire. C'est aussi dans ce contexte que s'inscrit l'initiative Sadate. Les Etats-Unis comptent maintenant sur l'Egypte pour des interventions en Afrique, ainsi qu'en témoignent les livraisons d'avions de transport de troupes décidées par le congrès américain. De tels appareils (la dernière livraison remonte au mois d'août 1977) sont prévus pour des interventions à longue distance, ce qui exclut la possibilité de leur utilisation contre l'Etat sioniste (c'est l'argument qui a prévalu pour décider le congrès).

Il est en outre de plus en plus clair que les Européens sont prêts à soutenir l'Egypte économiquement et militairement pour lui faire jouer le rôle de gendarme de la région. L'Allemagne est ainsi l'un des principaux partenaires économiques de l'Egypte. Comme par hasard, quelques jours après Ismaïlia, Schmidt, au cours d'un voyage en Egypte, annonçait que la RFA apporterait une aide financière de 180 millions de DM se doublant d'une aide en marchandises de 70 millions de DM et d'une aide technique de 20 millions de DM. Ceci équivaut à un soutien explicite à l'initiative Sadate. Enfin, l'impérialisme français dont on ne compte plus les interventions en Afrique, du Tchad au Sahara occidental en passant par le Zaïre, aurait, selon Jeune Afrique de janvier 1977, l'intention de ramener les 4 500 soldats de la garnison de Djibouti en France. Devinez qui prendrait la relève ? L'Egypte ! Il convient de ne pas oublier que celle-ci était partie prenante de l'intervention au Zaïre avec le Maroc et la France. Sadate a bien mérité son futur prix Nobel de la Paix !